

COMPTES-RENDUS

Chantiers – Plan de développement bioalimentaire de l'Outaouais (PDBO)



Automne 2024

TABLE DES MATIERES

1.	Chantier sécurité alimentaire et saine alimentation.....	4
1.1.	Liste des participants.....	4
1.2.	Introduction.....	4
1.3.	Points saillants pour le PDBO	5
1.3.1.	Résumé des cinq thèmes clés pour la vision	5
1.3.2.	Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années	5
1.3.3.	Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion	6
1.3.4.	Secteur de la transformation	6
1.4.	Contenu détaillé des échanges.....	6
1.4.1.	Imaginez l'Outaouais bioalimentaire dans vingt ans.	6
1.4.2.	Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années	7
1.5.	Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion	11
1.5.1.	Gouvernance et société.....	11
1.5.2.	Environnement et développement durable.....	12
1.5.3.	Formation et main-d'œuvre.....	12
1.6.	À transférer dans le secteur Transformation	13
1.7.	Feuille d'évaluation.....	13
2.	Chantier sur l'attraction et l'établissement	15
2.1.	Liste des participants.....	15
2.2.	Introduction.....	15
2.3.	Points saillants pour le PDBO	16
2.3.1.	Résumé des thèmes clés pour la vision.....	16
2.3.2.	Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années	16
2.3.3.	Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion	17
2.4.	Contenu détaillé des échanges.....	17
2.4.1.	Imaginez l'Outaouais bioalimentaire dans vingt ans.	17
2.4.2.	Données ou éléments de connaissances supplémentaires à ajouter pour compléter le portrait-diagnostic sur l'attractivité et l'établissement	18
2.4.3.	Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années	19
2.5.	Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion	22
2.5.1.	Environnement et développement durable.....	22
2.5.2.	Formation et main-d'œuvre.....	23
3.	Chantier sur la transformation	25
3.1.	Liste des participants.....	25
3.2.	Introduction.....	25
3.3.	Points saillants pour le PDBO	25

3.3.1.	Résumé des thèmes clés pour la vision.....	25
3.3.2.	Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années	26
3.3.3.	Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion	27
3.4.	Contenu détaillé des échanges.....	28
3.4.1.	Imaginez l'Outaouais bioalimentaire dans vingt ans.	28
3.4.2.	Données ou éléments de connaissances supplémentaires à ajouter pour compléter le portrait-diagnostic sur la transformation	29
3.4.3.	Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années	29
3.5.	Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion	33
3.5.1.	Gouvernance et société	33
3.5.2.	Environnement et développement durable.....	33
3.5.3.	Formation et main-d'œuvre.....	33
3.5.4.	Attraction et établissement	34
3.5.5.	Économie et entrepreneuriat	34
3.6.	Partage de liens et de ressources	35
4.	Chantier sur la commercialisation.....	36
3.1	Liste des participants	36
3.2	Introduction.....	36
3.3	Points saillants pour le PDBO	36
3.3.1	Résumé des thèmes clés pour la vision	36
3.3.2	Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années	37
3.3.3	Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion	38
3.4	Contenu détaillé des échanges.....	39
3.4.1	Imaginez l'Outaouais bioalimentaire dans vingt ans.	39
3.4.2	Données ou éléments de connaissances supplémentaires à ajouter pour compléter le portrait-diagnostic sur la commercialisation	39
3.4.3	Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années	40
3.5	Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion	44
3.5.1	Gouvernance et société	44
3.5.2	Environnement et développement durable.....	44
3.5.3	Formation et main-d'œuvre.....	45
3.5.4	Attraction et établissement	45
3.5.5	Économie et entrepreneuriat	46

1. CHANTIER SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET SAINES ALIMENTATIONS

Lors du sous-comité de travail en sécurité alimentaire du Comité de développement social de la Conférence administrative régionale de l'Outaouais

2024-10-02

Compte-rendu réalisé par Chantale Doucet, Projets Territoires

1.1. Liste des participants

Charles Cantin, MAMH
Vincent Philibert, MAPAQ
Louise Lafontaine, ME
Cindy Jalbert, MRC Les Collines-de-l'Outaouais
Mychelle Vaive, Ville de Gatineau
Vanessa Maheux, CDSO
Stéphanie Ayotte, Centraide
Anne-Martine Lafaille, CISSSO
Marc-André Donato, CISSSO
Sonya Martineau-Paquette, CISSSO
Arthur Adrien, CSHV
Ernso Thomas, CSHV
Marie-Pier Chaput, Moisson Outaouais
François Pays, TCFDSO
Hodan Mohamed Ali, TDSVG
Geneviève Carrier, UQO
Aurélié Boyer, TAO/CREDÉTAO

1.2. Introduction

Le compte-rendu est divisé en deux sections.

La première section, intitulée « Points saillants pour le PDBO », sert d'outil d'analyse en résumant l'essentiel des propos recueillis lors des échanges.

La deuxième section présente de façon plus détaillée le contenu des discussions, avec les idées regroupées par thématiques similaires. Veuillez noter que les éléments ne sont pas nécessairement classés par ordre d'importance, sauf lorsqu'indiqué (par exemple, autonomie alimentaire et gouvernance).

1.3. Points saillants pour le PDBO

1.3.1. Résumé des cinq thèmes clés pour la vision

Les discussions ont fait ressortir l'autonomie alimentaire comme un concept clé, revenant fréquemment au cœur des échanges. Voici comment ce concept se décline dans la vision :

A. Vers une autonomie alimentaire

L'autonomie alimentaire renvoie à la réduction de la dépendance aux circuits externes par l'augmentation de la production et de la consommation locales. Cela renforce la résilience face aux crises économiques et climatiques, en alignant l'offre et la demande locales.

B. Accessibilité aux ressources alimentaires locales

L'autonomie est liée à l'accessibilité, notamment dans les déserts alimentaires. Une production locale abondante doit répondre aux besoins de la communauté tout en restant accessible.

C. Soutien aux producteurs et infrastructures

Soutenir les producteurs à travers des appuis financiers, des infrastructures adaptées, et un juste prix est essentiel pour maintenir une autonomie durable.

D. Durabilité et protection environnementale

L'autonomie alimentaire s'accompagne de la promotion de pratiques agricoles durables, valorisant les ressources locales tout en protégeant l'environnement.

E. Éducation et inclusion culturelle

Sensibiliser les consommateurs à l'origine des produits et au juste prix soutient des choix alimentaires durables. L'inclusion de la diversité culturelle enrichit les savoirs alimentaires et renforce l'autonomie locale.

1.3.2. Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années

Accès aux aliments et aux ressources : Assurer une meilleure accessibilité aux produits locaux tout en faisant face aux défis des déserts alimentaires et de la hausse des prix, qui rendent l'accès à une alimentation saine plus difficile.

Éducation alimentaire : Sensibiliser les consommateurs à l'origine des produits, au juste prix des aliments et à l'importance de bien manger pour encourager des choix alimentaires sains et éclairés.

Renforcer la production agricole et améliorer l'accessibilité alimentaire : Consolider séparément la production agricole locale et l'accessibilité alimentaire avant de chercher à les combiner. Promouvoir l'offre institutionnelle d'aliments locaux comme mesure structurante pour stimuler la demande en produits régionaux et améliorer leur accessibilité. Une synergie naturelle pourra ensuite émerger entre la production agricole locale et l'accessibilité alimentaire.

Émergence et pérennité de projets viables : Encourager des projets innovants, expérimentaux et durables qui rapprochent l'offre locale des déserts alimentaires, tout en assurant leur pérennité grâce à des modèles d'autosuffisance et à des financements durables. Il importe de concilier initiatives ponctuelles et structurantes pour garantir leur viabilité à long terme.

Nouveau regard sur l'accessibilité alimentaire et l'autonomie : Considérer l'alimentation comme une priorité sociétale et encourager l'autonomie alimentaire en investissant dans les producteurs locaux. Repenser l'abordabilité des aliments en tenant compte des dépenses liées au logement, aux transports et aux services publics. Promouvoir des stratégies d'empowerment et de réinsertion sociale pour sortir durablement du cycle de l'aide alimentaire.

1.3.3. Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion

Gouvernance et société

La gouvernance et la concertation intersectorielle sont les clés pour renforcer la sécurité alimentaire dans l'Outaouais. Pour progresser, il est crucial de :

- Briser les silos entre les secteurs bioalimentaire et communautaire : Il est essentiel de promouvoir une collaboration plus étroite pour mieux intégrer les enjeux de sécurité alimentaire dans la gouvernance régionale.
- Renforcer la concertation à différents niveaux : une articulation efficace entre les interventions locales, régionales et au niveau des MRC permet d'adapter les actions aux besoins des territoires tout en créant une stratégie régionale cohérente.
- Améliorer la collaboration entre agriculteurs et consommateurs : une meilleure communication entre les deux parties permettra de mieux coordonner les efforts et d'apporter des solutions aux besoins des deux côtés.

Environnement et développement durable

Des progrès sont visibles en Outaouais avec de plus en plus d'initiatives vers un système alimentaire durable. Toutefois, un modèle écologique implique des produits à un coût économique plus élevé, ce qui peut parfois entrer en conflit avec l'attente de produits abordables.

Formation et main-d'œuvre

La pénurie de main-d'œuvre touche les secteurs agricoles et de la sécurité alimentaire, souvent amplifiée par un sous-financement et la concurrence transfrontalière.

1.3.4. Secteur de la transformation

Le manque d'infrastructures de transformation freine la sécurité alimentaire en Outaouais, augmentant les coûts et réduisant l'abordabilité des produits locaux.

1.4. Contenu détaillé des échanges

1.4.1. Imaginez l'Outaouais bioalimentaire dans vingt ans.

Autonomie et circuits courts

- Autonomie : Réduire notre dépendance aux circuits alimentaires externes en augmentant la production et la consommation des produits locaux. Cela renforce la résilience alimentaire face aux perturbations externes.
- Offre et demande locale : Aligner l'offre avec la demande locale à travers la valorisation des circuits courts. Une meilleure gestion des ressources locales contribue à renforcer l'autonomie.

Accessibilité locale, abondance et abordabilité

- Accessibilité locale : Améliorer l'accès aux ressources alimentaires locales pour lutter contre les déserts alimentaires, en veillant à ce que chaque communauté ait accès à des aliments de qualité.
- Abondance et abordabilité : Augmenter la production alimentaire locale pour répondre aux besoins de la communauté tout en garantissant que les produits restent accessibles financièrement à tous.

Soutien aux producteurs et infrastructures

- Soutien aux producteurs : Les producteurs doivent bénéficier d'un soutien accru, notamment via la gestion des terres et la réduction des charges fiscales, pour faire face à l'inflation et aux coûts croissants.
- Revenu minimum garanti : Il est essentiel que les agriculteurs reçoivent un prix juste pour leurs produits, même pour les cultures moins lucratives, afin de garantir un niveau de vie décent.
- Infrastructures : Le manque d'infrastructures locales (abattoirs, infrastructures d'entreposage et de transformation) augmente les coûts de production et limite la capacité à conditionner les produits sur place.

Maillage et mutualisation

- Maillage : Renforcer les liens entre producteurs et consommateurs à différents niveaux permet de créer un réseau alimentaire plus cohérent et solidaire.
- Mutualisation : Encourager la collaboration entre producteurs et acteurs de la chaîne alimentaire pour partager les ressources et les bénéfices de manière collective, indépendamment de la taille ou du type d'organisation.

Durabilité, environnement et production alimentaire

- Durabilité et enjeux environnementaux : Il est essentiel de prendre en compte la durabilité des pratiques agricoles afin de minimiser l'impact sur l'environnement et de répondre aux défis liés aux changements climatiques.
- Fruits, légumes, protéines végétales : Promouvoir la production de fruits, légumes et protéines végétales est en lien avec les objectifs de la santé publique et la lutte contre les changements climatiques. Cela peut aussi être une alternative durable aux protéines animales.
- Gaspillage alimentaire : Réduire le gaspillage alimentaire et encourager la récupération et la revalorisation des produits non utilisés sont des actions clés pour une agriculture durable.

Éducation et valorisation des ressources locales

- Ressources indigènes : Il est important de mieux connaître et valoriser les ressources forestières naturelles et indigènes, qui poussent spontanément, afin de renforcer l'autonomie alimentaire locale.
- Éducation : Sensibiliser et éduquer la population sur les systèmes bioalimentaires locaux, ainsi que sur les ressources naturelles est fondamental pour assurer une meilleure gestion des ressources et encourager l'adoption de pratiques alimentaires durables.
- Diversité culturelle : Intégrer la diversité des cultures alimentaires, y compris celles des populations autochtones et immigrantes, est une composante clé pour construire un système alimentaire inclusif.

1.4.2. Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années

Nous avons résumé les propos en regroupant les idées similaires et en déplaçant le contenu davantage associé aux piliers ou à d'autres éléments dans les sections suivantes.

La complexité de l'insécurité alimentaire : un défi à définir clairement

Le concept d'insécurité alimentaire est extrêmement complexe, ce qui rend difficile de cerner un seul enjeu clé. Il est presque impossible de l'associer uniquement à la consommation sans tenir compte de la multitude d'acteurs impliqués. Pour bien comprendre ce phénomène, il faudrait identifier plusieurs enjeux, pas seulement un. En effet, les questions de sécurité alimentaire sont si transversales qu'elles touchent à de

nombreux domaines et dimensions. C'est vrai. Disons alors que l'objectif de cet exercice est de nous concentrer sur l'essentiel. Il est vrai que nous pouvons relever deux enjeux ou plus, et c'est tout à fait acceptable. Nous avons une certaine flexibilité dans l'analyse, mais l'idée est de cibler autant que possible pour rester précis et aller à l'essentiel, tout en gardant une approche souple.

L'accès à l'alimentation et aux ressources

L'accessibilité sous toutes ses formes est un enjeu majeur : accès aux aliments, accès au financement, et même accès à la transformation. Avec la hausse des prix, il devient de plus en plus difficile pour les familles, les personnes âgées, et, en réalité, pour tout le monde, de se nourrir de manière saine. La proximité est également un problème, notamment avec les déserts alimentaires, où l'accès physique aux ressources alimentaires est limité.

Plutôt que d'envisager uniquement de donner plus d'argent aux gens, il serait plus pertinent de réfléchir à des solutions pour rendre les aliments eux-mêmes plus accessibles. En d'autres termes, il s'agit de se concentrer sur les actions que nous pouvons entreprendre pour améliorer l'accessibilité alimentaire, tant sur le plan physique que financier.

L'éducation alimentaire et le juste prix des aliments

L'éducation alimentaire, qui vise à aider les gens à mieux comprendre ce qu'ils mangent et d'où viennent les aliments, est également un enjeu important. Mais il est aussi essentiel que les consommateurs saisissent la réalité des entreprises. On parle souvent de l'accessibilité financière, mais il y a une raison pour laquelle les produits coûtent ce qu'ils coûtent. Les consommateurs doivent comprendre le juste prix des aliments, leur provenance, et les contraintes, comme la saisonnalité, qui influencent les prix.

Par ailleurs, il faut nuancer l'approche éducative. Il est essentiel d'adopter des méthodes d'éducation plus valorisantes et positives. Éduquer, oui, mais de manière bienveillante, pour encourager des choix éclairés sans créer de sentiment de culpabilité.

Un mariage difficile entre production locale et sécurité alimentaire

Les plus grandes entreprises, qui sont rentables et bien établies, ont souvent plus de capacité à s'engager dans des initiatives pour la sécurité alimentaire. Cependant, en Outaouais, la majorité des entreprises agricoles sont de petite taille. Beaucoup d'entre elles se trouvent dans des situations économiques précaires, luttant pour maintenir leurs activités dans un contexte de changement climatique. Lorsqu'on demande à ces petites entreprises de contribuer constamment, elles finissent par s'épuiser, ce qui peut entraîner des fermetures.

D'un autre côté, les consommateurs, notamment ceux en difficulté financière, peinent eux aussi à subvenir à leurs besoins alimentaires. Il est très difficile de concilier ces deux dynamiques : d'une part, les agriculteurs qui luttent pour leur survie économique, et d'autre part, les consommateurs ayant du mal à accéder à une alimentation locale de qualité. L'accessibilité financière est véritablement le nerf de la guerre en matière d'insécurité alimentaire. Même si quelqu'un parvient à sortir de l'insécurité alimentaire, cela ne garantit pas qu'il aura les moyens de consommer des produits locaux par la suite.

De plus, l'émergence d'une "zone grise" entre les populations très favorisées et celles qui sont défavorisées complique la situation. Cette classe intermédiaire, en réduction, se retrouve parfois coincée entre deux réalités, sans filet de sécurité suffisant pour affronter les défis économiques croissants.

Il est important de reconnaître que tout le monde n'achètera pas local chaque semaine, mais il existe des moments, comme des événements saisonniers (chasse à la citrouille, marchés locaux, etc.), où la population

soutient les producteurs locaux de manière ponctuelle. Il est donc essentiel de trouver un équilibre pour ne pas épuiser les petits agriculteurs.

Peut-être devrions-nous envisager des initiatives distinctes : certaines pour renforcer la production agricole locale et d'autres pour améliorer l'accessibilité alimentaire pour ceux qui en ont besoin. Plutôt que de forcer un mariage immédiat entre production agricole et sécurité alimentaire, commençons par solidifier ces deux piliers individuellement. Si l'agriculture locale est renforcée et que l'accessibilité alimentaire est améliorée, un mariage harmonieux entre les deux pourra se faire naturellement.

Liens entre producteurs et sécurité alimentaire : Une émergence de projets qui rapprochent l'offre locale des déserts alimentaires

Il est rare de voir des projets qui lient de manière efficace l'insécurité alimentaire, l'accessibilité financière et la valorisation du secteur bioalimentaire. Cependant, il existe des initiatives de maillage entre producteurs, transformateurs et consommateurs qui visent à combler ce manque.

Mettre de l'avant une offre institutionnelle d'aliments locaux comme mesure structurante serait un levier important pour favoriser cette synergie entre les acteurs locaux, tout en améliorant l'accessibilité dans les déserts alimentaires. En intégrant les produits locaux dans les institutions telles que les écoles, les hôpitaux et les résidences pour aînés, on pourrait ainsi garantir une demande constante pour les producteurs, tout en facilitant l'accès des populations vulnérables à des aliments de qualité.

Un projet financé par l'ESBO s'intéresse aux déserts alimentaires à travers deux volets : le premier consiste à cartographier ces zones, et le second à répondre aux préoccupations du milieu agricole en proposant des points de service alimentaire dans ces zones. L'idée est de commercialiser des produits locaux dans les déserts alimentaires pour améliorer l'accessibilité. Cela inclut également de calculer le manque à gagner pour les producteurs en raison de ces déserts, en analysant notamment le pouvoir d'achat moyen des résidents et les coûts de renonciation liés à la distance et aux dépenses de déplacement.

Un exemple concret est le travail dans le nord de la Vallée, où des épiceries itinérantes sont envisagées pour proposer des produits locaux. Des initiatives similaires, comme le marché mobile de Gatineau et celui des Collines, ont été tentées, mais n'ont pas vraiment abouti. L'objectif est de réduire l'écart entre l'achat local et l'achat conventionnel dans ces zones, en offrant des alternatives viables.

Parmi les modèles évalués, il y a aussi des systèmes de tarification sociale, comme ceux utilisés par certains partenaires de la carte de proximité. Ces modèles offrent trois prix pour les produits : un prix très abordable, un prix neutre couvrant les coûts, et un prix solidaire pour les consommateurs plus aisés qui souhaitent contribuer davantage.

Il existe également des coopératives d'agriculteurs qui expérimentent ces approches. Par exemple, à Bouchette, une coopérative propose des produits agricoles locaux et permet de mesurer l'impact sur la mise en marché directe : augmentation des ventes, chiffre d'affaires, etc. Cependant, cette approche nécessite des infrastructures, comme des kiosques ou des ressources dédiés à la commercialisation, ce qui peut poser des défis en termes de coûts et de dotation de personnel.

Défi de pérenniser les projets en sécurité alimentaire et en agriculture

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, des projets de maillage avec le milieu agricole voient le jour. Cependant, leur pérennité reste un enjeu majeur. Trop souvent, ces initiatives innovantes sont limitées dans le temps en raison du manque de financement continu ou de modèles d'autosuffisance. L'enjeu central d'un système alimentaire durable est donc de savoir comment garantir des solutions à long terme.

Bien que proposer des solutions à court terme soit important, sans un soutien financier permanent ou un modèle qui permet l'autofinancement, ces projets risquent de disparaître. Un exemple pertinent est celui de la coopérative de Bouchette, qui mise sur l'autosuffisance pour durer. L'objectif est de voir comment ce type de modèle peut persister sans dépendre constamment de financements externes.

Un des défis majeurs reste également de concilier des projets ponctuels, souvent dépendants de subventions, avec des initiatives plus structurantes et ancrées localement. De nombreux projets démarrent grâce à des subventions publiques, mais doivent rapidement trouver des sources de financement alternatives, comme des fondations ou des modèles d'autofinancement par la philanthropie ou la tarification sociale, pour survivre à moyen et long terme.

Cette question se pose aussi pour les entreprises agricoles. Par exemple, les jeunes agriculteurs qui s'installent reçoivent souvent des aides pour accéder à la terre, mais la viabilité économique de leur exploitation à long terme reste un défi plus complexe. Assurer des revenus suffisants et une stabilité durable pour ces entreprises est une problématique centrale qui nécessite des solutions au-delà du soutien initial. Cela renforce l'importance de revoir les leviers financiers et les politiques publiques pour garantir le maintien de ces projets et initiatives dans le temps.

Enfin, bien que certaines MRC de l'Outaouais soient parmi les plus pauvres du Québec, la région a aussi des opportunités. Gatineau, par exemple, est l'une des villes les plus riches de la province, située à proximité d'Ottawa, un des marchés les plus prospères au Canada. Cette proximité offre des débouchés importants pour soutenir les entreprises locales et les projets alimentaires, favorisant ainsi leur développement à long terme.

Un nouveau regard sur l'accessibilité alimentaire au-delà des cadres traditionnels

Enfin, l'accessibilité à l'alimentation nécessite une réflexion plus large, dépassant les cadres habituels et invitant à un véritable changement de paradigme pour repenser notre modèle.

L'alimentation : Une priorité fondamentale pour notre société

L'alimentation touche à des enjeux cruciaux comme la santé, l'économie et l'environnement, et doit être considérée comme une priorité au même titre que ces secteurs. Au-delà du simple accès aux aliments, il s'agit d'une question d'autonomie alimentaire et de durabilité. Cela nous ramène à un débat de société : considérons-nous l'alimentation comme une véritable priorité, un besoin vital? Si tel est le cas, cela nous renvoie aux questions d'autonomie alimentaire. Souhaitons-nous continuer à dépendre de régions comme la Californie ou le Texas pour notre approvisionnement? Ou, au contraire, devons-nous investir dans nos propres agriculteurs, leur offrir un soutien financier et ajuster les taxes pour réellement développer notre autonomie alimentaire?

Avec la sécurité alimentaire, nous tentons souvent de combler les lacunes en matière de financement. Cependant, cela devient de plus en plus difficile, particulièrement durant certaines périodes, d'aider les populations les plus vulnérables ou même de lancer de nouveaux projets pour renforcer cette autonomie alimentaire. Au bout du compte, si nous voulons des processus durables et pérennes, il est essentiel que, collectivement, nous prenions des mesures à long terme qui s'inscrivent dans une vision durable pour notre société.

Réduire les autres dépenses pour mieux manger

L'abordabilité des aliments est étroitement liée aux autres postes de dépenses des ménages, comme le logement, les transports et l'accès aux services publics. La sécurité alimentaire ne peut être abordée isolément, elle doit être intégrée dans une réflexion intersectorielle. Pour améliorer la capacité d'achat des gens, il est crucial de travailler conjointement sur ces autres secteurs, en particulier en temps de crise du logement, où les coûts liés à l'habitation impactent directement les budgets alimentaires.

Comme tout le monde le sait, le budget alimentaire est souvent la variable d'ajustement dans les ménages, réduisant la qualité ou la quantité des aliments consommés pour compenser les autres dépenses. Plutôt que de voir l'alimentaire comme un simple ajustement, il est nécessaire d'adopter une approche politique plus large, telle que l'introduction d'un régime québécois d'assurance alimentaire. Cette proposition permettrait de sortir de cette logique où l'alimentation est systématiquement sacrifiée face aux autres priorités budgétaires.

L'empowerment pour sortir de l'insécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est souvent vue comme une problématique individuelle et transitoire. Les travaux en sécurité alimentaire se concentrent souvent sur l'impact des interventions et sur la réinsertion des personnes concernées. On évalue l'insécurité alimentaire en fonction du nombre de personnes ayant besoin d'assistance alimentaire, puis on examine les différents profils : celles en insécurité chronique, celles qui y font face de manière occasionnelle, et celles qui passent par le système de soutien pour en ressortir, selon les dynamiques mises en place.

L'objectif final est d'aider ces personnes à se réinsérer en retrouvant une stabilité financière et des habitudes de vie autonomes qui leur permettent de s'alimenter de manière plus saine. Bien que le PDBO ne traite pas directement des plans d'intervention psychosociale, cet aspect de réinsertion et de renforcement des capacités, ou "empowerment" est un élément important à souligner.

Cela touche aussi à la littératie alimentaire, mais surtout à l'idée de sortir les gens du cycle de l'aide alimentaire. Même si cela ne cadre pas exactement avec le PDBO, cette approche implique plusieurs acteurs et ministères, notamment ceux liés à l'emploi et aux services sociaux, qui doivent être mobilisés au niveau régional pour répondre à ce besoin de réinsertion.

1.5. Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion

1.5.1. Gouvernance et société

Le pilier stratégique qui a suscité le plus de discussions est celui de la gouvernance et de la société, mis en évidence lors des exercices sur la vision, les enjeux et les piliers. Nous avons regroupé ici les principaux points abordés.

Comprendre la sécurité alimentaire dans sa globalité

La production agricole dépend fortement de la capacité d'achat local. Si cette capacité ne parvient pas à absorber l'offre des producteurs, ceux-ci devront écouler leurs produits ailleurs, posant ainsi un problème de sécurité alimentaire pour la région. La sécurité alimentaire doit être appréhendée dans toute sa complexité, en tenant compte des multiples facteurs qui influencent l'accès à une alimentation durable et locale. Cela nécessite une gouvernance efficace et une concertation entre les différents acteurs de la société pour renforcer les liens entre production locale et consommation régionale.

Briser les silos : vers une concertation intersectorielle entre bioalimentaire et sécurité alimentaire

Les divergences de vision entre acteurs conduisent souvent à des actions en silo, même en présence de constats communs. Pour avancer de manière efficace, il importe de prioriser la gouvernance, d'encourager une concertation réelle et de mutualiser les efforts. Bien que l'Outaouais progresse vers un système alimentaire durable, la concertation demeure souvent sectorielle, limitant ainsi son impact. L'intersectorialité, c'est-à-dire la collaboration entre secteurs, est cruciale pour créer une vision partagée.

La région bénéficie d'une concertation structurée depuis approximativement vingt ans, avec des planifications sectorielles régionales mobilisant divers partenaires. Cependant, le problème persistant est le maintien des silos entre le secteur bioalimentaire et le secteur communautaire. Bien qu'une gouvernance régionale existe, comme en témoignent l'Entente sectorielle et les travaux de la Table agroalimentaire, avec la participation de ministères, des MRC et du CISSSO, l'intégration des enjeux de sécurité alimentaire reste incomplète. Pour progresser, il est crucial de renforcer les liens entre ces secteurs et d'assurer que les enjeux de sécurité alimentaire soient pleinement intégrés dans la gouvernance régionale.

Collaboration et communication entre agriculteurs et consommateurs

La collaboration et la communication entre agriculteurs et consommateurs sont essentielles. Lorsque les deux parties comprennent les défis auxquels l'autre fait face, il devient plus facile de trouver des solutions qui répondent aux besoins des deux côtés. Une meilleure communication améliorerait la coordination des efforts visant à renforcer la sécurité alimentaire.

Quelle échelle d'action pour améliorer l'alimentation locale?

Un des grands défis est de déterminer à quelle échelle agir pour améliorer les systèmes alimentaires et répondre aux problématiques comme les déserts alimentaires : régionale, MRC ou locale. L'interscalarité, soit la coordination entre ces différents niveaux, est essentielle, car chaque échelle d'intervention joue un rôle distinct. Les populations vulnérables nécessitent souvent des actions locales, tandis que des initiatives régionales peuvent orienter et structurer les efforts. Il est donc primordial de bien articuler les interventions aux différents niveaux pour qu'elles soient adaptées aux territoires tout en s'intégrant dans une stratégie régionale.

1.5.2. Environnement et développement durable

L'Outaouais a fait de grands progrès en matière de système alimentaire durable, et cela distingue la région. Il y a de plus en plus d'initiatives, et bien que des avancées soient visibles, elles restent encore embryonnaires.

Cependant, l'environnement en lien avec la sécurité alimentaire est un véritable couteau à deux tranchants. Nous souhaitons des pratiques agricoles durables, écologiques, avec des fermes familiales bio, diversifiées et à petite échelle. Mais en même temps, nous attendons que ces produits soient vendus au même prix que ceux des grandes entreprises, par exemple au Mexique. Cela ne fonctionne pas. Si l'on vise l'abordabilité, en cherchant à obtenir des produits à très bas prix, il y a un coût écologique à payer. Il est essentiel d'en être conscient : un modèle écologique a un prix.

L'alimentation est souvent la première variable d'ajustement dans le budget des ménages. L'achat local a connu un essor pendant la pandémie, car les gens avaient plus d'argent à dépenser en ne voyageant pas. Cependant, dès que les aéroports ont rouvert, beaucoup ont préféré sacrifier les produits bio et locaux pour reprendre leurs vacances. Cela montre bien la complexité de la situation : nous voulons des pratiques écologiques et durables, mais cela nécessite un engagement financier que tous ne sont pas prêts à faire.

1.5.3. Formation et main-d'œuvre

La question de la main-d'œuvre est un enjeu récurrent, tant dans les entreprises agricoles que dans les organismes qui mettent en place des stratégies de sécurité alimentaire et d'éducation. Ces secteurs sont confrontés à des problèmes d'épuisement et de roulement, ce qui complique la mise en œuvre de nouveaux projets. Parfois, même si des initiatives sont prêtes à être lancées, il manque du personnel, et certains organismes ne peuvent pas s'engager faute de ressources humaines disponibles.

Cela soulève une interrogation : est-ce vraiment un problème de main-d'œuvre ou s'agit-il plutôt d'un problème de sous-financement, qui limite la capacité à embaucher suffisamment de personnel? Le contexte transfrontalier aggrave ces difficultés, notamment avec des salaires plus attractifs de l'autre côté de la frontière.

Dans les entreprises agricoles, certains types de travail, comme désherber manuellement des champs, sont particulièrement difficiles à pourvoir. Le recours à des travailleurs étrangers temporaires devient souvent la solution. Ce phénomène se retrouve aussi dans d'autres secteurs, comme les abattoirs, où il est rare de refuser des candidats, tant il est difficile de pourvoir ces postes.

1.6. À transférer dans le secteur Transformation

Le manque d'infrastructures de transformation : Un frein à la sécurité alimentaire

La transformation des aliments est un enjeu clé pour la sécurité alimentaire. Bien que des aliments soient disponibles, l'absence d'infrastructures adaptées complique leur gestion efficace. Il manque des installations comme des cuisines ou des services de traiteurs pour transformer et traiter les produits tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Ce problème a été largement discuté lors du forum sur les systèmes alimentaires durables, où le manque d'infrastructures de transformation a été identifié comme un obstacle majeur à l'utilisation optimale des produits locaux.

Par exemple, dans le Pontiac, les produits locaux doivent souvent être envoyés en Ontario pour y être transformés, avant d'être réimportés dans la région, ce qui augmente les coûts et réduit leur abordabilité. Le même problème se pose pour les produits céréaliers, avec l'absence de moulins locaux pour moudre le grain. Cette dépendance à des infrastructures situées à l'extérieur de la région génère des coûts supplémentaires et limite l'exploitation des produits locaux de manière optimale.

1.7. Feuille d'évaluation

Enjeux et priorités : Y a-t-il des enjeux ou priorités importants que vous n'avez pas eu l'occasion de mentionner pendant la rencontre?

- Relève agricole
- Gouvernance alimentaire : un des piliers qui rejoint l'enjeu de l'insécurité alimentaire (Accessibilité, éducation alimentaire)
- Soutien économique/social aux agriculteurs et aux consommateurs
- Comment réconcilier les enjeux économiques, environnementaux et sociaux? Ceux-ci sont souvent en contradiction. Quoi prioriser et quels sont les sacrifiés?
- Quels sont les freins à l'agriculture? Comment les corriger?
- Hyper production
- Profils usagers

Choses à répéter/à améliorer pour le prochain groupe : Veuillez indiquer ce qui a bien fonctionné lors de cette rencontre et ce qui pourrait être amélioré.

- Beaucoup de commentaires et d'apports de différents partenaires.
- Plus grande centralisation de la discussion.

Suggestions pour le forum à venir :

Avez-vous des suggestions concernant la formule du forum? Quels thèmes aimeriez-vous aborder ou approfondir pour aller plus loin?

- Cerner des enjeux, pistes d'action et sujets de discussion plus spécifiques.

2. CHANTIER SUR L'ATTRACTION ET L'ÉTABLISSEMENT

2024-10-21

Compte-rendu réalisé par Chantale Doucet, Projets Territoires

2.1. Liste des participants

Sonia Simard, Financière agricole du Québec
Chantal Leduc, MAPAQ
Marjorie Lemire-Garneau, MRC La Vallée-de-la-Gatineau
Martin Van Den Borre, MRC Papineau
Shanna Armstrong, MRC Pontiac
Roberto Caron, Ville de Gatineau
Katébé Traoré, Réseau Agriconseils Outaouais
Charles-Antoine Ménard, UPA
Aurélié Boyer, TAO/CREDÉTAO
James Thompson, TAO/CREDÉTAO

2.2. Introduction

Le compte-rendu est divisé en deux sections.

La première section, intitulée « Points saillants pour le PDBO », sert d'outil d'analyse en résumant l'essentiel des propos recueillis lors des échanges.

La deuxième section présente de façon plus détaillée le contenu des discussions, avec les idées regroupées par thématiques similaires. Veuillez noter que les éléments ne sont pas nécessairement classés par ordre d'importance, sauf lorsqu'indiqué.

2.3. Points saillants pour le PDBO

2.3.1. Résumé des thèmes clés pour la vision

La vision du bioalimentaire dans l'Outaouais, dans 20 ans, repose sur une autonomie locale renforcée, avec une production maximisée pour l'autosuffisance tout en intégrant l'innovation et la résilience climatique.

Points de déclinaison :

- **Autosuffisance accrue** : Produire localement tout ce qui peut l'être, avec des infrastructures de transformation pour offrir des produits disponibles à l'année.
- **Attraction et soutien** : Simplifier l'accès et l'accompagnement pour attirer et retenir les nouveaux producteurs.
- **Connectivité et utilisation dynamique du territoire** : Développer des pôles interconnectés pour la logistique et l'économie locale, en reliant les zones urbaines et rurales pour maximiser la production et la distribution.
- **Adaptation climatique** : Intégrer des pratiques résilientes et des financements adaptés pour faire face aux défis climatiques.
- **Expansion ciblée** : Développer des exportations tout en utilisant les terres de manière optimale.
- **Maximisation des ressources** : Maximiser l'utilisation de toutes les ressources disponibles, en valorisant chaque partie des productions.

2.3.2. Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années

Accès à la propriété et à la rentabilité

Les jeunes agriculteurs peinent à devenir propriétaires, car le prix élevé des terres les oblige souvent à louer, limitant leur capacité d'investissement et les décourageant parfois. Obtenir un revenu minimum est également un défi majeur, car la valorisation des terres est souvent la seule source de capital pour les agriculteurs. La rentabilité reste difficile à atteindre.

Adaptation des politiques agricoles et régionalisation des programmes

Une restructuration des politiques agricoles et une adaptation des programmes aux réalités régionales sont jugées essentielles pour mieux soutenir les agriculteurs. La régionalisation des programmes et des solutions financières plus flexibles pourraient faciliter l'accès à la propriété, améliorer la rentabilité, et encourager une utilisation plus dynamique des terres. L'agriculture devrait être intégrée comme un grand projet de société, valorisant ses retombées économiques et écologiques.

Faible reprise des entreprises et manque de planification de la relève

La faible reprise des entreprises agricoles en Outaouais entraîne des fermetures, alors que la reprise pourrait être plus rentable et avantageuse que la création d'une nouvelle entreprise. Le manque de planification de la relève, même dans les entreprises bien établies, complique cette transition. Les cédants hésitent à préparer un plan de relève, car ils doutent de la rentabilité pour la nouvelle génération.

Approche multidisciplinaire dans les plans de relève et visibilité des services

Le transfert d'une entreprise nécessite une approche multidisciplinaire impliquant divers experts, comme la pratique d'Agriconseils. Toutefois, la méconnaissance des services disponibles entrave le processus de transfert. Il est essentiel d'améliorer la visibilité des programmes et de rendre les services plus accessibles pour faciliter une transition réussie.

Enjeux linguistiques et accès aux services pour les producteurs anglophones

Les producteurs anglophones en Outaouais, notamment dans la Vallée-de-la-Gatineau et le Pontiac, font face à des barrières linguistiques et culturelles qui limitent leur accès aux services de transfert. La nouvelle loi linguistique du Québec pourrait aggraver cette problématique en restreignant davantage les interactions en anglais.

Malgré des efforts, comme l'affectation de conseillers anglophones par Agriconseils, l'accès aux services demeure limité. La flexibilité linguistique est perçue comme essentielle pour attirer et accompagner les producteurs, qu'ils parlent anglais ou d'autres langues. Une approche régionale adaptée est nécessaire pour maintenir l'accessibilité des services en anglais et favoriser l'intégration des producteurs anglophones.

2.3.3. Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion

Environnement et développement durable

L'agriculture durable joue un rôle clé dans l'attraction du territoire.

La promotion des efforts environnementaux des producteurs est essentielle, car bien qu'ils investissent et fassent des efforts importants, ceux-ci ne sont ni reconnus ni rémunérés.

Les pratiques écoresponsables et la gestion durable des ressources naturelles renforcent la qualité des milieux de vie, mais elles représentent une charge supplémentaire pour les agriculteurs, nécessitant un soutien financier accru. Le changement climatique offre des opportunités, comme l'allongement de la saison de croissance, mais comporte aussi des risques. L'actualisation des données climatiques serait utile pour mieux adapter les stratégies agricoles.

Formation et main-d'œuvre

Bien que les entrepreneurs en Outaouais soient généralement bien formés, plusieurs manquent de compétences spécifiques en agriculture. La formation continue en agriculture est essentielle pour améliorer la rentabilité et soutenir la croissance des entreprises. Cependant, l'offre de formation est vaste et peu ciblée, rendant difficile pour les producteurs d'identifier les formations pertinentes, surtout en phase de démarrage. Un accompagnement personnalisé est donc nécessaire pour mieux répondre à leurs besoins.

Par ailleurs, l'accessibilité de la formation reste un problème, le Centre de formation agricole de l'Outaouais étant peu utilisé en raison de l'éloignement et des limites de la formation en ligne. Un soutien accru, incluant les services-conseils, est crucial pour améliorer la rentabilité et le développement des entreprises agricoles.

Le besoin en main-d'œuvre devient un enjeu critique lors de l'expansion des entreprises agricoles, freinant parfois leur développement.

2.4. Contenu détaillé des échanges

2.4.1. Imaginez l'Outaouais bioalimentaire dans vingt ans.

A. Autosuffisance locale

- **Vision d'autosuffisance** : Dans 20 ans, tout ce qui peut être produit localement devrait être consommé localement. Bien que l'Outaouais ne puisse atteindre 100% d'autosuffisance, l'idée est de maximiser la production locale et de n'importer que les produits non réalisables sur le territoire.
- **Lien avec la transformation** : Actuellement, l'accent est principalement mis sur la production primaire; il faut renforcer la transformation et la commercialisation pour offrir des produits transformés locaux tout au long de l'année.

B. Attraction et soutien aux nouveaux producteurs

- **Facilitation de l'établissement et de la relève** : L'objectif est de rendre le secteur agricole et de la transformation plus attractif en simplifiant les processus administratifs et en fournissant un soutien accru aux nouveaux arrivants. Cet accompagnement est essentiel pour encourager la relève agricole et maintenir les producteurs dans la région de manière durable. Le soutien continu est perçu comme une clé pour améliorer l'attractivité du secteur, tant pour les aspirants que pour les gens en reconversion de carrière.

C. Pôle et connectivité (constellation)

- **Maillage des pôles de production** : L'idée est de développer des pôles de production sur le territoire, connectés entre eux pour faciliter le transport, l'abattage, et l'entreposage, et ainsi renforcer l'autonomie alimentaire. Cette connectivité est vue comme un élément clé pour développer une économie locale intégrée et résiliente.

D. Adaptation au changement climatique

- **Agro-innovation et résilience** : Adapter les entreprises agricoles aux impacts des changements climatiques, intégrer cette adaptation dans les financements et subventions, et promouvoir des pratiques agricoles innovantes en réponse aux défis climatiques.

E. Augmentation des exportations

- **Exportations nettes** : Développer les exportations tout en augmentant la production locale. L'objectif est d'utiliser le potentiel inexploité des terres pour devenir un exportateur net de produits transformés. L'accès à de nouveaux marchés est essentiel pour le développement de la transformation alimentaire et la croissance économique régionale.

F. Agro-vestimentaire et économie circulaire

- **Diversification des productions** : La vision inclut la production locale de plantes nécessaires à la fabrication de vêtements, le traitement des peaux et de la laine dans la région, pour une intégration de l'agro-vestimentaire à l'agroalimentaire.
- **Économie circulaire** : Maximiser l'utilisation de toutes les ressources disponibles, en valorisant chaque partie des productions, de l'agroalimentaire à l'agro-vestimentaire.

G. Utilisation dynamique du territoire

- **Agriculture prospère et connectivité urbaine-rurale** : Encourager une agriculture dynamique et prospère qui attire de nouveaux agriculteurs, qu'ils soient de la relève ou en reconversion de carrière. La connexion entre les zones urbaines et rurales est vue comme essentielle pour renforcer la complémentarité et la prospérité agricole.

2.4.2. Données ou éléments de connaissances supplémentaires à ajouter pour compléter le portrait-diagnostic sur l'attractivité et l'établissement

Changements rapides dans la relève agricole

Le diagnostic est globalement adéquat, mais la situation évolue rapidement. Par exemple, alors qu'on parlait d'une vague d'arrivée de jeunes dans le secteur agricole, ce n'est plus le cas actuellement. Au contraire, on observe une tendance à l'abandon, avec des fermiers, y compris des jeunes, qui cessent leurs activités sans vendre leurs terres, souvent sans être en faillite. Cela signifie que ces terres ne seront pas exploitées, ce qui demande une attention particulière.

Fermeture des regroupements agricoles

La Capé, le Réseau des fermiers de famille, ferme, tout comme d'autres regroupements locaux, reflétant un contexte défavorable. Il est donc crucial de ne pas sous-estimer les difficultés actuelles. Si un jeune souhaite se lancer en agriculture, il faut évaluer sa motivation de manière approfondie, car la réalité est loin d'être idyllique et beaucoup peinent à gagner leur vie dans ce domaine. Seuls quelques rares fermiers parviennent à s'en sortir. Ceux qui ont acquis des terres ces dernières années ont souvent bénéficié d'un soutien familial, surtout depuis la hausse des prix des terres après la pandémie. La production bovine est l'une des rares à permettre d'envisager une rentabilité.

Difficultés dans la production agricole

Actuellement, plusieurs fermiers, surtout dans le secteur des petits légumes, envisagent d'abandonner ou l'ont déjà fait, mais d'autres secteurs sont aussi touchés. La production animale, combinée à la production forestière, représente plus de 50 % des cultures de la région.

Effets de la pandémie sur les démarrages

Il y a eu moins de démarrages d'entreprises récemment, mais la période de 2020 à 2022 avait été artificiellement gonflée par la pandémie, avec des installations de fermes par des personnes peu expérimentées. Cela a aussi eu un impact sur le marché agricole. Le portrait de la relève agricole de 2021 reflétait cette situation en pleine pandémie, ce qui fausse la perception réelle du contexte actuel, sans données récentes pour appuyer ces observations.

Inflation du coût des intrants et impact sur la viabilité

L'inflation du coût des intrants a également exercé une forte pression sur les exploitations, avec des coûts de production très élevés, poussant environ une ferme sur trois à envisager la fermeture. Cette situation rend la relève agricole plus difficile, face à des coûts de production qui freinent l'enthousiasme des nouveaux arrivants.

Coûts d'accès aux terres

Bien que le prix des terres soit moins élevé à l'échelle du Québec, il reste relativement élevé, et d'autres coûts (puits, préparation du terrain, etc.) s'ajoutent, ce qui rend l'accès aux terres difficile pour les nouveaux agriculteurs.

Prix des terres et manque de diversité des parcelles

Le manque de diversité des tailles de parcelles n'est pas le principal problème ; c'est plutôt le prix des terres qui pose des obstacles. Diviser les grandes parcelles en plus petites pourrait être une solution temporaire, mais cela pourrait à nouveau devenir un problème d'accessibilité pour la génération suivante.

Exode urbain et perte de la fonction productive des terres

L'exode urbain, accéléré par la pandémie, a modifié l'usage des terres dans certains territoires, réduisant leur fonction productive. Cela complique l'accès aux terres pour les jeunes de la relève, qui doivent souvent choisir des parcelles en moins bon état, nécessitant des investissements élevés pour les remettre en production.

2.4.3. Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années

Nous avons résumé les propos en regroupant les idées similaires.

Devenir propriétaire d'une terre

Les jeunes agriculteurs commencent souvent par louer des terres pour lancer leur ferme, mais à la fin du bail, ils peuvent perdre tout ce qu'ils ont investi. Comme le prix d'achat des terres est très élevé, il devient difficile pour eux de devenir propriétaires, ce qui les décourage parfois et les pousse à envisager d'autres carrières.

Interconnexion des enjeux

Les enjeux sont souvent liés les uns aux autres, formant un problème complexe à la manière des changements climatiques. Chaque enjeu peut être vu comme le revers d'un autre, rendant leur résolution difficile.

Quasi-impossibilité d'obtenir un revenu minimum

Les agriculteurs souhaitent être propriétaires pour bénéficier de la valorisation de leurs terres, qui est souvent leur seule opportunité d'obtenir des capitaux. Dans d'autres systèmes, comme ceux en France ou au Mexique, la location à long terme permettrait une rentabilité plus facile à estimer, mais ce n'est pas le cas ici.

Rentabilité des entreprises agricoles

La rentabilité demeure un enjeu majeur, car il est très difficile de rentabiliser une entreprise agricole de nos jours.

Hausse du prix des terres

Le prix des terres a considérablement augmenté ces dernières années et continuera probablement à le faire, représentant un enjeu majeur pour l'avenir. Dans les régions avoisinantes, cette hausse est extrêmement importante.

Accès aux terres et infrastructures

À Gatineau, des programmes existent pour faciliter l'accès aux zones industrielles et la mise en place d'infrastructures. D'autres modèles, comme à Laval, impliquent l'achat de terres par la ville, suivie de la mise en place de baux à long terme pour assurer la stabilité financière des entreprises agricoles.

Utilisation des terres et activité agricole

L'objectif principal n'est pas nécessairement la propriété des terres, mais plutôt l'augmentation de l'activité agricole et de l'utilisation des terres pour contribuer à l'économie locale.

Politiques et restructuration

Il est peu probable que des solutions immédiates soient trouvées sans une restructuration majeure des politiques agricoles. Le secteur est très conservateur et dominé par quelques filières (poulet et lait), qui captent l'essentiel de l'attention et des investissements publics, au détriment d'autres filières.

Importance de la régionalisation des programmes

Il est essentiel de souligner l'importance d'adapter les programmes aux réalités régionales, un point fréquemment mentionné lors des consultations. La régionalisation des politiques est perçue comme une clé pour mieux soutenir les agriculteurs et répondre aux besoins spécifiques de chaque territoire.

Besoin d'un projet de société

L'agriculture devrait être perçue comme un grand projet de société, au même titre que les barrages ou les infrastructures énergétiques. L'analyse des retombées économiques, incluant les bénéfices écologiques et de santé publique, devrait être approfondie et intégrée aux politiques.

Défi de l'accès aux ressources financières

Les fonds annoncés par le gouvernement pour l'agriculture ne sont souvent que des réaffectations de budgets existants. Cela laisse peu de marge pour de réelles nouvelles initiatives, les régions étant souvent laissées seules pour trouver des solutions à des problèmes provinciaux.

Indépendance régionale et programmes modulables

La création de programmes financiers plus flexibles pourrait aider à mieux répondre aux réalités régionales, en particulier pour les producteurs de bovins.

Conclusion : Peu d'emprise sur les enjeux

Il a été conclu qu'il y a peu d'emprise régionale sur ces enjeux majeurs, qui nécessitent des interventions et des politiques au niveau provincial.

Transfert, vente et relève des entreprises agricoles

Faible reprise des entreprises

Très peu d'entreprises agricoles ou de transformation en Outaouais sont reprises. Beaucoup ferment leurs portes, alors que reprendre une entreprise existante pourrait être plus avantageux et rentable que d'en créer une nouvelle. Cet enjeu demande des mesures spécifiques, notamment des aides financières, pour encourager ces reprises, plutôt que de se limiter à un simple accompagnement.

Manque de planification de la relève

Dans le portrait-diagnostic, les données révèlent qu'un grand nombre d'entreprises agricoles n'ont pas de plan de relève, même lorsque les propriétaires ont plus de 50 ans. Ce manque de préparation concerne aussi les entreprises de transformation, y compris les plus importantes.

Difficultés de rentabilité pour la relève

Les cédants ne préparent souvent pas de plan de relève, notamment parce qu'ils ne voient pas comment la nouvelle génération pourra rentabiliser l'entreprise. Les terres qu'ils ont achetées il y a 30 ans à faible coût sont désormais beaucoup plus chères, rendant les paiements difficiles pour la relève.

Une implication de plusieurs experts

Les conseillers impliqués dans les transferts ne sont pas toujours spécialisés en ressources humaines, en développement organisationnel ou en stratégie, ce qui limite la qualité de l'accompagnement. Le transfert d'une entreprise nécessite l'implication de plusieurs experts, mais cette approche intégrée reste peu courante.

Toutefois, il s'agit de l'approche d'Agriconseils qui finance beaucoup de transferts d'entreprise. Dans les dossiers, il y a toujours un agroéconomiste, un spécialiste en relations humaines, un fiscaliste, et un autre expert travaillant en groupe. L'aspect humain est crucial, et il est nécessaire de rassembler plusieurs spécialités pour réussir un transfert d'entreprise.

Méconnaissance des services disponibles

La plupart des producteurs ne connaissent pas les services d'accompagnement au transfert disponibles. Ce manque d'information conduit souvent à des transferts mal préparés, car les agriculteurs sous-estiment le temps et les efforts nécessaires. Lorsqu'ils décident de transférer, ils souhaitent souvent le faire rapidement, sans avoir pris le temps de planifier correctement.

De plus, il y a un manque de visibilité des programmes. Les nouveaux arrivants en agriculture devraient pouvoir savoir facilement quels services sont disponibles et où les trouver. Bien que des initiatives aient été mises en place par le passé, leur accessibilité reste limitée. Il est essentiel de rendre ces programmes plus visibles et accessibles, car même des agriculteurs établis depuis 10 ans ignorent souvent l'existence de certains services d'accompagnement.

Enjeux linguistiques et accès aux services pour les producteurs anglophones

Difficultés d'accès aux services pour les producteurs anglophones

Dans la Vallée-de-la-Gatineau et le Pontiac, les producteurs anglophones utilisent peu les services de transfert. Cela est en partie dû à la barrière linguistique, mais aussi à des différences culturelles qui influencent la manière dont ils accèdent à l'expertise. Ils ont tendance à se débrouiller seuls ou à chercher de l'aide en Ontario.

Impact de la nouvelle loi linguistique : Une loi en préparation au Québec pourrait aggraver la problématique linguistique actuelle en limitant davantage les interactions en anglais. Bien que des efforts soient faits pour fournir des services en anglais, cela pourrait devenir plus difficile à l'avenir, impactant l'accès aux services pour les anglophones et les populations immigrantes.

Efforts pour pallier la barrière linguistique : Agriconseils a affecté un conseiller anglophone dans le Pontiac pour offrir des services en anglais, mais le service reste peu utilisé, soulignant que la barrière linguistique n'est pas le seul obstacle. Des réflexions sont nécessaires pour mieux comprendre la clientèle anglophone.

Enjeu de l'attraction et de l'accompagnement : La flexibilité linguistique est perçue comme un facteur clé pour attirer et accompagner des producteurs qui ne parlent pas français. Cela concerne non seulement l'anglais, mais aussi d'autres langues comme l'espagnol. Limiter cette flexibilité réduirait la capacité de la région à attirer de nouveaux agriculteurs.

Traduction et médiation linguistique : Les agents de développement se retrouvent souvent à jouer un rôle de traducteur ou de médiateur linguistique entre des intervenants anglophones et francophones, soulignant le besoin d'un soutien linguistique adapté.

Approche régionale de la langue : La proximité d'Ottawa et la présence de nombreuses communautés anglophones et immigrantes nécessitent une stratégie régionale particulière en matière linguistique. Malgré les contraintes de la politique provinciale, l'importance de maintenir des services en anglais demeure un enjeu central en Outaouais pour faciliter l'accès et l'intégration des producteurs anglophones.

2.5. Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion

2.5.1. Environnement et développement durable

Attraction du territoire par l'agriculture durable

Les liens entre l'attraction et le développement durable sont bien visibles dans la MRC Papineau, notamment avec l'Agro Lab. Bien que la situation soit plus difficile actuellement, notre région continue de susciter beaucoup d'intérêt et reçoit de nombreuses demandes. Cet intérêt s'explique en grande partie par notre projet signature, qui intègre de nombreuses actions axées sur l'agriculture durable. Cette approche prône une agriculture en harmonie avec le milieu de vie et l'environnement.

De plus, notre Plan de développement de la zone agricole (PDZA) est actuellement lié à notre plan climat et à notre plan de développement économique, ce qui nous permet de travailler sur les trois aspects de manière intégrée. Cette vision holistique suscite beaucoup d'attention et contribue à l'attractivité de notre territoire.

Promotion des efforts environnementaux des producteurs agricoles

Il serait pertinent de mieux valoriser les efforts des producteurs agricoles en matière d'environnement, car beaucoup d'entre eux s'investissent grandement dans ce domaine. Que ce soit à travers divers programmes, comme ceux axés sur la gestion des bassins versants, de nombreux producteurs prennent des mesures concrètes pour améliorer l'environnement, souvent sans rémunération.

Cependant, les politiques provinciales continuent de faire pression sur les producteurs, en estimant qu'ils n'en font pas assez. Pourtant, qu'il s'agisse de la relève ou des producteurs plus établis, la sensibilisation à l'environnement est bien présente. La rentabilité reste un facteur déterminant dans la prise de décision, par exemple pour l'élargissement des bandes riveraines, qui implique une réduction de la superficie cultivable et, par conséquent, une diminution des revenus. Ces efforts, bien qu'essentiels pour la protection de l'environnement, ne sont ni rémunérés ni pleinement reconnus.

Pratiques écoresponsables et durabilité en agriculture

La qualité des milieux de vie est une force liée aux pratiques écoresponsables et durables des entreprises agricoles, notamment en matière d'adaptation aux changements climatiques. Toutefois, cette adaptation représente une charge mentale supplémentaire pour les agriculteurs, qui doivent intégrer la protection de la biodiversité et des écosystèmes dans leurs pratiques, rendant le processus complexe.

La gestion durable des ressources naturelles peut être à la fois une force et une faiblesse, selon les circonstances. Bien que les efforts des producteurs soient reconnus, il est essentiel de continuer à les encourager et de les soutenir par des financements appropriés, afin d'accroître l'adoption de pratiques durables et de renforcer leur impact positif sur l'environnement.

Impacts des changements climatiques sur la production agricole

La période de croissance des plantes devrait augmenter avec le changement climatique, offrant un potentiel d'unités thermiques plus élevées et, par conséquent, des possibilités d'accroître la productivité et d'introduire de nouvelles cultures dans la région de l'Outaouais. Bien que cette situation puisse sembler positive, elle présente également des risques, comme une plus grande fréquence des orages et d'autres effets néfastes.

Les projections climatiques comportent de nombreuses incertitudes. Si l'allongement de la saison de croissance peut être perçu comme une opportunité, il s'accompagne de menaces potentielles, telles que le risque de gel hivernal récurrent. Il est donc crucial de veiller à ce que les entreprises agricoles ne misent pas uniquement sur des opportunités climatiques sans tenir compte des risques de mal-adaptation.

Actualisation des données climatiques pour l'agriculture

Les données utilisées pour le programme AgriClimat étaient les plus récentes à l'époque de sa création. Cependant, les projections climatiques ont évolué et sont désormais plus précises grâce aux avancées technologiques. Il serait pertinent de renouveler l'exercice d'analyse pour affiner la compréhension des impacts des changements climatiques sur l'agriculture, et ainsi mieux adapter les stratégies agricoles.

2.5.2. Formation et main-d'œuvre

Formation continue et besoins en main-d'œuvre

Les entrepreneurs qui démarrent en Outaouais sont souvent bien formés, mais rarement en agriculture. La mise en place d'une formation continue en agriculture est essentielle pour améliorer leurs compétences, renforcer la rentabilité de leurs entreprises et soutenir leur croissance.

La formation continue est essentielle, mais l'offre de formation est si vaste que les producteurs ne savent souvent pas où aller ni quelle formation leur serait utile, surtout lorsqu'ils sont en phase de démarrage. Bien que certains aient des besoins en gestion et d'autres en production, les besoins varient beaucoup.

Il est donc crucial d'offrir un accompagnement ciblé pour aider les producteurs à naviguer dans l'offre de formation existante. Souvent, ils ne réalisent pas qu'ils ont besoin de certaines formations avant d'en discuter avec un conseiller, ce qui permet de mieux identifier leurs besoins réels.

Le besoin en main-d'œuvre constitue également un enjeu important. Bien qu'il soit moins pressant au moment de l'établissement des entreprises, il devient critique lors de l'expansion, pouvant freiner le développement de certains projets.

Accessibilité de la formation agricole et services-conseils

Le Centre de formation agricole de l'Outaouais est très peu utilisé, une problématique qui persiste depuis longtemps. L'un des obstacles majeurs est l'éloignement géographique, obligeant certains jeunes à parcourir plusieurs heures, ce qui décourage leur participation. De plus, la formation en ligne n'est pas toujours facile à suivre pour certains producteurs.

Il faudrait aussi ajouter les services-conseils pour accompagner les producteurs. Un conseiller dédié peut jouer un rôle clé dans l'amélioration de la rentabilité des entreprises agricoles, en offrant un soutien personnalisé et adapté aux besoins des producteurs.

Consultation des besoins en formation agricole

Je m'interroge sur le mécanisme de consultation des besoins en formation et en information des producteurs agricoles. Est-ce qu'un recensement des besoins est réalisé par Statistique Canada, le MAPAQ, ou l'UPA? Existe-t-il une démarche ponctuelle pour identifier les besoins des producteurs et mieux y répondre?

Bien qu'il y ait une offre de formation, celle-ci est souvent sous-utilisée. Cela pourrait être lié à son caractère trop spécialisé, à un manque d'adéquation avec les besoins réels des producteurs, ou à des efforts de promotion insuffisants.

Au CRFAO, des efforts ont été faits pour sonder les besoins des entreprises, notamment lors des événements de l'UPA et à travers un diagnostic réalisé il y a un ou deux ans sur l'offre de formation. Malgré ces efforts de consultation et de communication, la participation des producteurs aux formations reste limitée.

3. CHANTIER SUR LA TRANSFORMATION

2024-10-31

Compte-rendu réalisé par Chantale Doucet, Projets Territoires

3.1. Liste des participants

Christine Miron, MAPAQ
Vincent Philibert, MAPAQ
Darline Fleurie Chiegwa, MEIE
Marjorie Lemire-Garneau, MRC La Vallée-de-la-Gatineau
Shanna Armstrong, MRC Pontiac
Roberto Caron, Ville de Gatineau
Céline des Ligneris, ID Gatineau
Amy Taylor, SADC Pontiac
Charles-Antoine Ménard, UPA
Aurélie Boyer, TAO/CREDÉTAO

3.2. Introduction

Le compte-rendu est divisé en deux sections.

La première section, intitulée « Points saillants pour le PDBO », sert d'outil d'analyse en résumant l'essentiel des propos recueillis lors des échanges.

La deuxième section présente de façon plus détaillée le contenu des discussions, avec les idées regroupées par thématiques similaires. Veuillez noter que les éléments ne sont pas nécessairement classés par ordre d'importance, sauf lorsqu'indiqué.

3.3. Points saillants pour le PDBO

3.3.1. Résumé des thèmes clés pour la vision

La vision du bioalimentaire dans l'Outaouais repose sur :

- **Abondance et diversité** : Une région agroalimentaire riche en offres, caractérisée par une grande diversité de produits et d'entreprises, soutenue par la croissance des productions et le développement de produits spécialisés.
- **Innovation et adaptation technologique** : Adoption de nouvelles technologies telles que la robotisation et l'intelligence artificielle pour améliorer la compétitivité, avec une formation adaptée pour accompagner les entrepreneurs.
- **Organisation et logistique** : Repenser les chaînes d'approvisionnement et améliorer le transport, la transformation et la commercialisation pour répondre aux besoins du secteur.
- **Planification de systèmes alimentaires résilients et durables** : Intégrer des pratiques agricoles durables pour réduire les gaz à effet de serre (GES) et fournir un soutien technique aux entreprises face aux défis climatiques.
- **Économie circulaire** : Promouvoir la valorisation des déchets comme ressources pour d'autres industries, maximisant les retombées économiques régionales et réduisant le gaspillage.
- **Connaissance et gestion des coûts** : Renforcer la compréhension des coûts de production pour permettre des décisions éclairées, en particulier dans les secteurs de la transformation et du transport.
- **Pérennité et relève agricole** : Assurer la pérennité des entreprises par un soutien à la relève agricole, un accès aux terres abordables et des initiatives pour attirer et retenir les jeunes entrepreneurs.
- **Innovation et infrastructures** : Favoriser le développement de nouveaux produits et l'accès à des infrastructures adaptées, comme des équipements de transformation et des incubateurs, pour soutenir l'innovation et la croissance.
- **Critères ESG** : Intégrer les dimensions environnementale, sociale et de la gouvernance dans les modèles d'affaires pour conjuguer performance économique et durabilité, soutenues par le numérique et la formation continue.

3.3.2. Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années

Vers une synergie régionale en transformation agroalimentaire

La priorité régionale est de renforcer la synergie et le fonctionnement écosystémique entre les infrastructures de transformation (abattoirs, cuisines, centre de valorisation, etc.) et les acteurs du secteur. En mettant l'accent sur des opérations concertées en transport, distribution et entreposage, l'objectif est de maximiser l'efficacité collective tout en évitant la duplication des efforts. Consolider les acquis, structurer les initiatives et optimiser les ressources sont essentiels dans un contexte de ressources limitées. Une collaboration étroite entre les MRC et la Ville de Gatineau est nécessaire pour comprendre les besoins spécifiques et développer des solutions adaptées.

Proposition d'une vitrine collaborative et d'un calendrier événementiel

Une vitrine numérique regroupant les initiatives des MRC, hébergée sur le site de la Table agroalimentaire, offrirait une plateforme centralisée d'information sur les projets et événements bioalimentaires. Un calendrier événementiel régulièrement mis à jour, accessible et collaboratif, permettrait de mieux connecter les acteurs régionaux et d'encourager le partage d'informations.

Suivi du rapport ÉPATTE sur les abattoirs

Les recommandations du rapport ÉPATTE restent une priorité pour organiser le transport et équilibrer l'offre et la demande dans les abattoirs régionaux. L'intégration de ces recommandations dans le PDBO maximiserait les synergies et guiderait les efforts collectifs.

Transport et distribution : Un enjeu crucial

Les défis logistiques, notamment pour les livraisons hors de Gatineau, limitent les opportunités commerciales des entreprises. Une approche régionale pour mutualiser les ressources et améliorer l'efficacité des livraisons est nécessaire. Les consultations à venir permettront de mieux cerner ces enjeux et de développer des solutions adaptées.

Les synergies entre les circuits de transport et les producteurs des régions voisines renforcent l'efficacité logistique et optimisent les ressources disponibles.

Technologies accessibles pour les petites entreprises

Même les petites entreprises adoptent des technologies abordables pour simplifier leurs opérations. Ces innovations incluent des logiciels de gestion des ressources humaines, des outils GPS pour les livraisons, et des applications facilitant la relation client. Ces solutions démontrent que de petites adaptations technologiques peuvent avoir un impact significatif.

Incubateur agroalimentaire à Gatineau

Le développement d'un incubateur agroalimentaire propre à Gatineau est identifié comme une nécessité pour soutenir les entreprises locales, cette MRC étant la seule à ne pas bénéficier d'une telle infrastructure.

Les plateformes agricoles et leur rôle en transformation alimentaire

Le réseau de plateformes agricoles, avec ses créneaux spécifiques, offre un potentiel pour renforcer l'offre régionale en transformation alimentaire. Une meilleure coordination et répartition des services selon les thématiques identifiées pourraient offrir des alternatives locales aux entreprises souhaitant tester leurs concepts, réduisant ainsi la dépendance à des infrastructures externes.

Initiatives récentes en transformation

Le Centre de valorisation des aliments (Vallée-de-la-Gatineau) et la cuisine de transformation de Bois-Francs constituent des infrastructures clés, avec des projets d'expansion et d'optimisation en cours.

3.3.3. Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion

Gouvernance et société

- Promouvoir des modèles collaboratifs pour gérer des projets complexes.

Environnement et développement durable

- Identifier et protéger les meilleures terres agricoles pour assurer une viabilité durable.
- Développer l'économie circulaire et optimiser la logistique pour valoriser les produits.
- Favoriser la mutualisation des ressources et la collaboration régionale pour maximiser l'efficacité.

Formation et main-d'œuvre

- Répondre aux besoins de formation, particulièrement pour des secteurs spécifiques comme les abattoirs.
- Accompagner l'adoption des nouvelles technologies par des formations spécialisées.
- Intégrer des notions d'équité, de diversité, d'inclusion et de relation communautaire dans les programmes de formation.
- Soutenir les entreprises dans l'intégration des pratiques ESG.

Attraction et établissement

- Centraliser les initiatives régionales sur une plateforme visant à informer et à attirer les investisseurs, les entrepreneurs et les visiteurs.

Économie et entrepreneuriat

- Soutenir l'entrepreneuriat par des incubateurs en permettant de tester des idées à moindre coût, ce qui favorise la mise en commun des ressources, réduit les risques financiers et stimule l'innovation.

3.4. Contenu détaillé des échanges

3.4.1. Imaginez l'Outaouais bioalimentaire dans vingt ans.

Abondance et diversité

La vision repose sur une région caractérisée par une abondance d'offres agroalimentaires et une grande diversité, non seulement en termes de produits, mais également de formes d'entreprises. Cela inclut la croissance des nouvelles productions, le développement de l'offre existante et une intégration verticale vers des produits spécialisés.

Innovation et adaptation technologique

L'intégration de nouvelles technologies, telles que la robotisation, la numérisation et l'intelligence artificielle, est essentielle pour améliorer l'efficacité, la productivité et la compétitivité des entreprises. Cependant, ces avancées nécessitent une formation adaptée pour préparer les entrepreneurs à adopter ces innovations et maximiser leur potentiel.

Organisation et logistique

La logistique et la distribution alimentaire doivent être repensées pour simplifier la gestion des chaînes d'approvisionnement. Cela inclut l'amélioration du transport (ex. : accès aux abattoirs, transport spécialisé) et de la commercialisation, tout en facilitant la gestion de l'offre et de la demande dans le secteur de la transformation.

Planification de systèmes alimentaires résilients et durables

L'agriculture est un levier majeur pour lutter contre les changements climatiques, réduire les gaz à effet de serre, intégrer le calcul des émissions dans les pratiques et fournir un soutien technique aux entreprises pour répondre à ces exigences sont des priorités clés.

Économie circulaire

Encourager une économie circulaire où les déchets deviennent des matières premières pour d'autres industries est une approche bénéfique pour l'environnement et l'économie régionale. Cette vision repose sur une meilleure intégration des acteurs locaux pour maximiser les retombées économiques tout en minimisant le gaspillage.

Connaissance et gestion des coûts

Les entreprises doivent mieux comprendre leurs coûts de production et leur chiffre d'affaires pour prendre des décisions éclairées, notamment dans la gestion de la transformation et du transport.

Pérennité et relève agricole

La pérennité des entreprises est un défi constant, avec une préoccupation particulière pour la relève agricole. Il est crucial d'assurer que les entreprises existantes puissent perdurer, tout en facilitant l'accès à des terres abordables et en soutenant les jeunes entrepreneurs.

Innovation et infrastructures

L'innovation dans le développement de nouveaux produits et l'accès à des infrastructures adaptées (ex. : équipements de transformation, incubateurs) sont des leviers essentiels pour propulser le secteur. Il faut renforcer les initiatives existantes et s'assurer qu'elles soient accessibles à tous.

Critères ESG et durabilité intégrée

Intégrer les critères ESG (Environnement, Social et Gouvernance) dans les modèles d'affaires permet d'améliorer la performance des entreprises tout en répondant aux attentes sociétales. Cela inclut une gestion durable, des relations responsables et une gouvernance transparente, renforcées par le numérique, les technologies et une formation continue.

3.4.2. Données ou éléments de connaissances supplémentaires à ajouter pour compléter le portrait-diagnostic sur la transformation

- L'accès au financement demeure un enjeu pour certaines entreprises, particulièrement les plus petites, qui peinent à obtenir les ressources nécessaires.
- La méconnaissance des coûts de production est souvent identifiée comme un frein majeur, limitant la capacité des entreprises à planifier et à optimiser leurs activités.
- Le manque d'accès à des infrastructures pour tester un concept avant d'investir constitue également une difficulté importante. Il est complexe pour les entrepreneurs de s'équiper et de développer leurs idées sans avoir la certitude qu'il existe une demande sur le marché.

3.4.3. Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années

Nous avons résumé les propos en regroupant les idées similaires.

Vers une synergie régionale en transformation agroalimentaire

La priorité pour la région est de développer une synergie forte et un fonctionnement écosystémique, où tous les acteurs et infrastructures de transformation (abattoirs, cuisines, centres de valorisation, etc.) travaillent ensemble de manière concertée. Cette approche nécessite des opérations optimales en transport, distribution et entreposage, en valorisant les expertises de chacun et en évitant la duplication des efforts. Consolider les acquis, éviter les doublons et structurer les initiatives dans un contexte de ressources limitées sont des principes clés à respecter.

Créer des liens entre les territoires et renforcer la collaboration permettra de maximiser l'efficacité collective, que ce soit pour le transport, la formation ou la distribution. L'objectif est de structurer des solutions régionales qui répondent aux besoins communs tout en s'adaptant aux ressources limitées. Éparpiller les efforts risque de produire des infrastructures sous-utilisées ou redondantes.

La vision d'une « constellation » régionale, où chaque acteur contribue à un ensemble cohérent, est clé pour construire un écosystème robuste et structurant, tout en évitant les doublons et en maximisant l'impact des investissements collectifs.

Il existe un potentiel significatif de collaboration entre les MRC et la Ville, mais il est crucial que les cinq territoires de la région travaillent étroitement ensemble. Cette coordination permettra de bien comprendre

les besoins spécifiques de chacun et d'éviter la duplication ou le dédoublement des services. Une telle approche est essentielle pour répondre efficacement aux nombreux besoins qui existent dans divers aspects du développement régional.

Proposition d'une vitrine collaborative et d'un calendrier événementiel pour le secteur bioalimentaire

Le terme *synergie* a été récurrent dans les échanges, inspirant l'idée de créer une vitrine commune afin de regrouper les initiatives des différentes MRC. Cette vitrine, hébergée sur le site de la Table agroalimentaire, pourrait servir de plateforme pour informer les acteurs régionaux sur les projets et événements en cours dans les secteurs bioalimentaires de chaque MRC.

En complément, la création d'un calendrier événementiel a été suggérée, permettant de centraliser les activités prévues dans les MRC comme le Pontiac, les Collines-de-l'Outaouais, Papineau et la Vallée-de-la-Gatineau. Ce calendrier, régulièrement mis à jour, offrirait une visibilité accrue aux initiatives locales et faciliterait le partage d'information entre les territoires.

Pour garantir son accessibilité et sa pertinence, il est proposé que cet outil soit *open source*, permettant aux différents acteurs de mettre à jour directement les informations sans nécessiter l'intervention d'un informaticien. Ce modèle favoriserait une communication fluide et un partage d'information efficace entre les MRC et les intervenants du secteur bioalimentaire.

Priorisation et suivi du rapport ÉPATTE sur les abattoirs

Un souhait a été exprimé pour remettre à l'ordre du jour le travail amorcé autour du rapport ÉPATTE, axé sur les abattoirs, et pour poursuivre ses recommandations dans un esprit de synergie régionale. Il a été proposé de revisiter les recommandations du rapport, d'en évaluer l'état d'avancement et d'identifier les prochaines étapes à engager.

À l'UPA, une personne dédiée a été embauchée il y a six à sept mois pour prendre en charge ce dossier. Après avoir étudié le rapport ÉPATTE en profondeur, cette personne travaille activement à formuler des recommandations et à identifier des projets concrets à mettre en œuvre, en particulier en lien avec l'organisation de l'abattage dans la région. Le rapport n'a pas été tabletté et que des efforts sont en cours pour aborder les problématiques identifiées, notamment :

- L'organisation du transport : Une recommandation clé du rapport.
- L'offre et la demande : Bien que l'offre ne soit pas systématiquement insuffisante, des efforts d'organisation sont nécessaires pour répondre efficacement aux besoins régionaux, surtout dans le contexte du retour de l'abattoir à Shawville.

Il a été proposé d'arrimer les recommandations du rapport ÉPATTE avec l'échéancier et les priorités de la révision du Plan de développement bioalimentaire de l'Outaouais. Cet alignement pourrait maximiser les synergies entre les initiatives en cours et offrir un cadre stratégique pour intégrer les actions liées aux abattoirs.

Enjeu du transport et de la distribution dans la région

Le transport constitue un enjeu crucial pour toutes les MRC de l'Outaouais, affectant particulièrement les entreprises qui souhaitent livrer leurs produits au-delà de Gatineau. Par exemple, une entreprise désirant travailler avec le CISSSO a rencontré des difficultés logistiques pour livrer simultanément à Shawville et Maniwaki en raison du manque d'options de transport abordables. Ces contraintes limitent leur capacité à saisir des opportunités commerciales dans la région.

Lors des consultations à venir, il est recommandé d'approfondir cet enjeu en sondant les entreprises sur leurs défis spécifiques en matière de transport et de distribution. Cette démarche pourrait inspirer le développement d'un modèle de logistique régionale visant à mutualiser les ressources et à répondre aux besoins variés des entreprises. Une telle initiative permettrait d'amalgamer les efforts et de construire des solutions collaboratives entre les MRC.

Un projet en cours dans les Laurentides, basé sur un appel à projets pour le transport logistique, pourrait servir d'inspiration pour l'Outaouais. Dans cette perspective, il serait pertinent d'explorer comment connecter les entreprises régionales afin de développer des solutions partagées et de maximiser l'efficacité des livraisons.

Une enquête menée il y a deux ans par l'ODO, financée par l'entente sectorielle, a confirmé que le transport et la distribution sont des enjeux majeurs pour les entreprises agricoles et agroalimentaires de la région. De nombreuses entreprises, faute d'alternatives, utilisent leurs véhicules personnels pour livrer leurs produits, augmentant ainsi leurs coûts et complexifiant leur logistique. Le rapport de cette enquête, disponible sur le site de l'ODO, offre des données précieuses sur la circulation et les défis logistiques par territoire.

Favoriser les synergies interrégionales

Une demande a été déposée par le Centre local de développement (CLD) de la MRC d'Antoine-Labelle auprès de la firme AGECO pour réfléchir aux solutions adaptées à la réalité de leur territoire. Dans le cadre de cette initiative, une coopérative de solidarité à Ferme-Neuve travaille depuis une dizaine d'années à rétablir certaines infrastructures d'abattage. Le CLD d'Antoine-Labelle a tendu la main à la Vallée-de-la-Gatineau pour participer à ce projet en siégeant sur le comité technique et en contribuant à l'étude. L'objectif est de consulter les producteurs agricoles de la Haute-Gatineau pour identifier leurs besoins spécifiques et explorer comment ces solutions d'abattage pourraient répondre aux réalités de la région. Cette collaboration s'inscrit dans une logique de biorégion, où les producteurs de Ferme-Neuve et de la Haute-Gatineau, qui partagent des circuits de transport communs (ex. : la route 105), pourraient bénéficier d'une optimisation logistique. Bien que situées dans des régions administratives différentes, ces localités partagent des enjeux similaires, rendant la concertation essentielle.

Besoin d'un incubateur agroalimentaire à Gatineau

Il est nécessaire de développer un incubateur agroalimentaire propre à Gatineau, car ce territoire est le seul à ne pas disposer d'une telle infrastructure. Disposer d'infrastructures et d'équipements pour tester de nouveaux concepts est essentiel pour soutenir les futurs entrepreneurs. Il est également crucial de valoriser les réussites des petites entreprises locales afin d'inspirer d'autres à se lancer.

Réflexion sur les plateformes agricoles et leur rôle en transformation alimentaire

Le réseau de plateformes agricoles, bien établi sur le territoire, offre des créneaux spécifiques à chaque site. Une réflexion est souhaitée sur la complémentarité de l'offre de services en transformation alimentaire en lien avec ces plateformes. Une fois celles-ci pleinement fonctionnelles et les connexions entre les territoires renforcées, il serait pertinent de franchir une étape suivante en consolidant une répartition régionale des services selon les thématiques déjà identifiées.

Chaque plateforme ayant des réglementations, équipements et infrastructures différents, une meilleure connaissance et un inventaire détaillé des capacités existantes permettraient de mieux orienter les entreprises locales. Cela offrirait des alternatives régionales crédibles pour tester des concepts et développer des activités de transformation, réduisant la dépendance à des infrastructures situées à l'extérieur, comme celles de Sainte-Hyacinthe, qui restent aujourd'hui une référence en raison de leurs équipements avancés et de leurs services complets. Bien que la région ne soit pas encore au même niveau d'équipement, la possibilité de valoriser et de promouvoir les ressources locales pourrait simplifier l'accompagnement des entreprises et leur offrir des solutions adaptées à proximité.

Technologies accessibles pour les entreprises agroalimentaires

Actuellement, la robotisation n'est pas perçue comme un défi majeur pour les petites entreprises en raison de leur taille et des coûts associés, même si ces coûts diminuent. La réflexion autour de la robotisation reste principalement pertinente pour les grandes entreprises, qui, généralement, sont déjà accompagnées et intégrées dans ce processus.

Cependant, dans le Pontiac, même les petites entreprises adoptent des technologies accessibles et adaptées à leurs besoins. Par exemple, une ferme locale a récemment intégré des robots, et une formation d'une journée sur les technologies est prévue en novembre pour sensibiliser les entreprises à ces outils. Les solutions technologiques mises en avant incluent des logiciels pour l'optimisation des ressources humaines, comme des applications mobiles permettant aux employés de gérer leurs heures grâce à des fonctionnalités de géolocalisation, simplifiant le suivi des horaires et des paiements.

D'autres entreprises utilisent également des outils simples mais efficaces, comme des systèmes GPS pour la gestion des livraisons, des applications qui envoient des notifications aux clients lors de la réception de leurs produits, et des logiciels de type « mini Amazon » pour optimiser la distribution. Ces technologies, abordables et pratiques, offrent une grande valeur ajoutée, rendant la vie des entrepreneurs plus facile sans nécessiter d'investissements importants. Cela démontre que même de petites adaptations technologiques peuvent avoir un impact significatif, en complément des grands projets de robotisation industrielle.

Initiatives récentes en matière de transformation dans les territoires

Au cours des dernières années, plusieurs initiatives importantes ont été mises en œuvre dans le domaine de la transformation agroalimentaire au sein des territoires, notamment dans la Vallée-de-la-Gatineau :

Centre de valorisation des aliments (Vallée-de-la-Gatineau)

- Ce centre a vu le jour avec pour objectif de se mettre en place rapidement et de devenir autonome financièrement grâce à un modèle d'affaires générateur de revenus.
- Il propose des services tels qu'un traiteur ainsi que des plats cuisinés disponibles sur place.
- Initialement, l'intention était de s'installer dans un bâtiment offrant un espace d'entreposage adapté pour des produits congelés et réfrigérés en locatifs. Cependant, ce projet a été freiné par l'absence de connexion au réseau d'aqueduc et d'égout, et les coûts associés à ces travaux.
- Une opportunité a permis de s'établir dans l'ancienne boucherie de Gracefield, dotée d'une cuisine certifiée C1 pour la transformation des produits carnés.
- Cet espace comprend également un magasin de produits locaux, un projet pilote visant à tester l'acceptabilité et la viabilité d'un tel concept. L'aménagement d'espaces d'entreposage pour les produits congelés et réfrigérés reste une priorité pour une phase ultérieure.

Cuisine de transformation de Bois-Francs

- Une cuisine moderne et bien équipée a été aménagée dans ce secteur, offrant un espace optimisé pour la transformation alimentaire.
- Bien que les infrastructures soient en place, une consolidation et une optimisation continues sont nécessaires pour s'assurer qu'elles répondent pleinement aux besoins des utilisateurs et soient utilisées efficacement.

Projets en lien avec les petits fruits

- Un projet de conditionnement et de transformation des petits fruits, prévu de manière synergique avec la plateforme de la Vallée-de-la-Gatineau, est actuellement en pause.

Ces acquis représentent une base solide, mais nécessitent un travail d'optimisation dans le but de répondre pleinement aux besoins locaux et renforcer leur impact sur le développement régional.

3.5. Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion

3.5.1. Gouvernance et société

Modèle coopératif et gouvernance collaborative

Dans le domaine de la gouvernance et de la société, un exemple pertinent est celui de l'abattoir. Pour ceux qui ne sont pas familiers avec ce modèle, la MRC a acquis le bâtiment et les équipements, tandis qu'une coopérative en assure la gestion. Cette coopération étroite entre la MRC, qui fait également partie de la coopérative, et les gestionnaires permet un fonctionnement intégré et collaboratif.

Ce modèle représente une approche intéressante pour gérer des projets d'envergure, bien qu'il ne soit pas exempt d'enjeux. Il illustre la diversité des modèles émergents nécessaires pour répondre aux besoins régionaux, en démontrant qu'il n'existe pas de solution unique, mais que la collaboration peut offrir des alternatives viables et adaptatives.

3.5.2. Environnement et développement durable

Protéger et planifier les terres agricoles pour une viabilité durable

La protection des terres agricoles, notamment l'identification et la préservation des meilleures parcelles, est un enjeu clé. Cette démarche permet de soutenir la viabilité des activités de récolte et d'exploiter les potentiels de développement sans compromettre le modèle actuel. Une planification stratégique est essentielle pour maximiser ces opportunités tout en intégrant l'innovation et la technologie de manière à renforcer les petites récoltes plutôt que de les fragiliser.

Exploiter le potentiel de l'économie circulaire et de la logistique

L'économie circulaire et la logistique jouent également un rôle central. Trouver des moyens d'utiliser les restants pour créer de nouveaux produits représente un potentiel sous-exploité qui mérite d'être développé. La logistique est perçue comme un facteur déterminant pour valoriser ces initiatives et améliorer l'efficacité globale des projets.

Mutualisation et collaboration pour un développement durable

Le développement durable passe aussi par la mutualisation des ressources et des équipements, ainsi que par la collaboration entre acteurs régionaux. Ce concept de mise en commun – que ce soit des expertises ou des infrastructures – renforce l'efficacité tout en évitant les doublons. Cette approche alignée sur les principes de durabilité maximise les ressources disponibles et intègre les notions d'économie circulaire et d'innovation. À cet effet, le projet des « constellations », en tant que vision de synergie et de mise en commun, reflète directement les valeurs de l'environnement et du développement durable, en combinant mutualisation, efficacité et impact optimisé sur les ressources régionales.

3.5.3. Formation et main-d'œuvre

Formation et main-d'œuvre

Les besoins en formation et en main-d'œuvre dans le secteur de la transformation agroalimentaire sont significatifs, particulièrement dans des domaines spécifiques comme les abattoirs. Ces métiers, souvent peu attractifs, posent un défi constant pour le recrutement. Par exemple, la pénurie de bouchers est un enjeu récurrent.

Adaptation aux technologies

L'intégration de nouvelles technologies dans certains créneaux, comme l'aquaculture, nécessite une formation spécialisée, notamment sur l'utilisation de systèmes motorisés et autres outils technologiques. La formation est essentielle pour accompagner cette transition technologique.

Hygiène et salubrité

La gestion de l'hygiène et de la salubrité est un enjeu critique dans le secteur de la transformation. De nombreux rappels de produits sont liés à l'absence de systèmes adéquats pour assurer le contrôle de la qualité, soulignant l'importance d'une formation rigoureuse et de la mise en place de systèmes de gestion efficaces.

Équité, diversité, inclusion et relations communautaires

La formation doit également intégrer des notions d'équité, de diversité et d'inclusion, ainsi que la santé et la sécurité des employés. Ces aspects, en lien avec les relations communautaires, permettent de créer une synergie entre l'entreprise et son environnement. Les employés doivent développer des relations positives avec la communauté, que ce soit par le biais du service à la clientèle ou de leur implication dans des activités bénévoles. Cela contribue à faire rayonner l'entreprise tout en renforçant son rôle dans la société.

Pratiques ESG (Environnement, Social, Gouvernance)

Les pratiques ESG sont de plus en plus demandées par les banques et les investisseurs, et nécessitent une formation ciblée pour les entreprises. Ces pratiques incluent :

- Environnement (E) : Gestion de l'eau, économie circulaire, efficacité énergétique, réduction des émissions de GES, gestion des matières résiduelles.
- Gouvernance (G) : Indépendance des conseils d'administration, reddition de comptes, transparence de l'information, structure de gestion.
- Social (S) : Gestion des chaînes d'approvisionnement, formation et traitement du personnel (EDI), relations communautaires, santé et sécurité.

Une formation adaptée à ces enjeux permettrait de mieux outiller les entreprises pour répondre à ces nouvelles attentes.

3.5.4. Attraction et établissement

Mise en valeur régionale

Avec les nombreux projets en développement actuellement, l'attraction et l'établissement demeurent des priorités essentielles. Une idée intéressante proposée consiste à centraliser ces initiatives sur le site web de la Table agroalimentaire de l'Outaouais. Ce site pourrait servir de point de référence pour informer les acteurs locaux tout en faisant rayonner ces projets à l'extérieur de l'Outaouais. Une telle vitrine permettrait de promouvoir l'offre agroalimentaire de la région de manière cohérente et attrayante, renforçant son attractivité auprès des investisseurs, des entrepreneurs et des visiteurs.

3.5.5. Économie et entrepreneuriat

Incubateurs et mise en commun pour un développement durable

Le projet *AgriSaveurs* illustre parfaitement le rôle d'un incubateur pour soutenir l'entrepreneuriat dans la transformation agroalimentaire en Outaouais. Ce type d'initiative est essentiel pour stimuler l'économie régionale en offrant des opportunités concrètes de développement pour les entrepreneurs. La mise en commun des ressources joue également un rôle clé dans ce contexte. Ce modèle favorise l'entrepreneuriat en permettant aux nouvelles entreprises ou aux entrepreneurs de tester leurs idées à faible coût, sans nécessiter de lourds investissements initiaux. Cette approche réduit les risques financiers pour les individus et limite l'impact négatif sur la société en cas d'échec. En s'inscrivant dans une démarche de développement

durable, ces initiatives permettent non seulement de soutenir l'économie régionale, mais aussi d'encourager une innovation responsable et accessible.

Variabilité des enjeux selon la taille des entreprises

Les défis, critères, enjeux et priorités identifiés peuvent varier considérablement d'une entreprise à l'autre, en fonction de leur taille et de leurs caractéristiques spécifiques.

3.6. Partage de liens et de ressources

Le **Réseau canadien d'innovation en alimentation** est une ressource intéressante, particulièrement dans les domaines de l'économie circulaire, de l'innovation et de la mise à l'échelle. Ce forum rassemble des entrepreneurs, notamment dans la transformation bioalimentaire, qu'elle soit agricole ou non. Ils y partagent des informations, des formations, et publient des offres d'emploi. Le réseau propose également des installations de pointe accessibles pour répondre aux besoins technologiques spécifiques des entreprises. C'est une ressource précieuse à partager avec vos entrepreneurs, si vous ne la connaissiez pas déjà. <https://www.cfin-rcia.ca/home>

Pour mieux illustrer les ESG, voici une courte vidéo ([Vidéos Bing](#)) qui explique de manière concise comment une entreprise de transformation alimentaire peut intégrer les ESG dans son modèle d'affaires. Cette vidéo est issue de l'entreprise Inno-centre, qui offre un support technique subventionné aux entreprises de transformation alimentaire réalisant un chiffre d'affaires de 1 million de dollars ou plus. <https://www.inno-centre.com/>

4. CHANTIER SUR LA COMMERCIALISATION

2024-11-07

Compte-rendu réalisé par Chantale Doucet, Projets Territoires

3.1 Liste des participants

Thierry Raimbault, MAPAQ
Vincent Philibert, MAPAQ
Marjorie Lemire-Garneau, MRC La Vallée-de-la-Gatineau
Benedikt Kuhn, MRC Les Collines-de-l'Outaouais
Shanna Armstrong, MRC Pontiac
Roberto Caron, Ville de Gatineau
Céline Des Ligneris, ID Gatineau
Amy Taylor, SADC Pontiac
Aurélie Boyer, TAO/CREDÉTAO

3.2 Introduction

Le compte-rendu est divisé en deux sections.

La première section, intitulée « Points saillants pour le PDBO », sert d'outil d'analyse en résumant l'essentiel des propos recueillis lors des échanges.

La deuxième section présente de façon plus détaillée le contenu des discussions, avec les idées regroupées par thématiques similaires. Veuillez noter que les éléments ne sont pas nécessairement classés par ordre d'importance, sauf lorsqu'indiqué.

3.3 Points saillants pour le PDBO

3.3.1 Résumé des thèmes clés pour la vision

La vision du bioalimentaire dans l'Outaouais, dans 20 ans, repose sur trois axes principaux :

- A. Accessibilité, visibilité et mise en valeur :** Les produits locaux doivent être facilement accessibles aux consommateurs et leur origine mieux mise en avant. Dans cette vision, manger local sera perçu comme une pratique valorisante et cool, renforçant l'attrait pour les produits régionaux.

- B. Identité visuelle régionale** : La création d'une identité visuelle unifiée, avec des déclinaisons territoriales, permettrait d'identifier clairement les produits de l'Outaouais et de valoriser leur provenance.
- C. Unification et sensibilisation** : Une approche mobilisatrice et économique est essentielle pour sensibiliser les consommateurs, particulièrement ceux ayant un pouvoir d'achat élevé, à l'importance de choisir des produits locaux et à l'impact de leurs choix.

3.3.2 Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années

Changer les habitudes de consommation et renforcer la visibilité des produits locaux : Un travail de sensibilisation et d'accessibilité est essentiel pour favoriser l'achat local.

Augmenter la visibilité pour l'agrotourisme et les produits locaux : Mieux informer les consommateurs sur les entreprises agrotouristiques et regrouper leurs produits dans des points de vente accessibles.

Créer une identité régionale forte et une labellisation efficace : Développer une marque régionale unifiée et des déclinaisons spécifiques pour valoriser les produits locaux tout en renforçant leur disponibilité.

Faciliter et dynamiser l'achat local par la centralisation et les lieux de rencontre : Regrouper l'offre locale dans des marchés organisés qui allient accessibilité pratique et convivialité.

Intégrer les produits régionaux dans la restauration et les commerces : Encourager les restaurateurs et détaillants à promouvoir les produits locaux grâce à des outils de représentation commerciale bien adaptés.

Reconstruire la dynamique régionale pour l'achat local : Relancer et pérenniser les initiatives en faveur de l'achat local comme *Croquez l'Outaouais* par une mobilisation renforcée et une coordination régionale.

Structurer une plateforme régionale de commercialisation à Gatineau : Développer un centre de distribution et de commercialisation centralisé pour maximiser l'accessibilité des produits locaux.

Comprendre la demande locale pour mieux y répondre : Étudier les attentes des consommateurs pour ajuster l'offre locale et développer des stratégies ciblées.

Prendre en compte la réalité des entreprises : Simplifier les campagnes et labels pour qu'ils s'intègrent facilement aux pratiques des producteurs sans alourdir leur gestion.

Surmonter les défis de la commercialisation : Renforcer l'accompagnement des entreprises locales dans leurs stratégies de distribution et de promotion.

Défis économiques et gestion des coûts dans la commercialisation : Clarifier les coûts liés à la mutualisation des ressources pour encourager des modèles économiques viables.

Accéder aux marchés institutionnels : Travailler avec les institutions pour intégrer les producteurs locaux tout en répondant à leurs exigences de qualité et de volume.

Défis et solutions pour la mutualisation et le développement économique : Déployer des outils numériques pour faciliter le partage des ressources et réduire les contraintes de coordination.

Commerce interprovincial : Mobiliser les acteurs régionaux pour lever les barrières réglementaires et dynamiser les échanges avec l'Ontario.

Développement de l'acériculture en Outaouais : Optimiser les quotas et infrastructures pour valoriser le potentiel acéricole de la région.

3.3.3 Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion

Gouvernance et société

- Créer des initiatives solidaires comme un « chou solidaire » pour financer l'accès des ménages vulnérables aux produits locaux.
- Développer une plateforme numérique régionale pour redistribuer les surplus alimentaires à des prix réduits pour les banques alimentaires et organismes sociaux.
- Sensibiliser les consommateurs à des choix responsables et impliquer les institutions dans le financement de projets sociaux et environnementaux.

Environnement et développement durable

- Mutualiser les ressources (transport, logistique) pour réduire les impacts environnementaux et prioriser les bonnes pratiques des producteurs.
- Mieux gérer les pertes alimentaires en évaluant la demande et en adaptant le langage pour valoriser les efforts des entreprises.
- Promouvoir l'achat local comme vecteur de vitalité communautaire, avec un impact social fort malgré la complexité de quantifier ses bénéfices environnementaux.

Formation et main-d'œuvre

- Renforcer les compétences des entrepreneurs en marketing, relation client et service à la clientèle par des formations adaptées.
- Former les employeurs à valoriser leurs employés afin d'attirer et de retenir une main-d'œuvre stable, réduisant ainsi les coûts liés au roulement.
- Offrir des formations pour promouvoir l'importance de mettre en avant les travailleurs et améliorer l'image des métiers agroalimentaires afin de pallier la pénurie de main-d'œuvre.
- Sensibiliser et former les entreprises sur le rôle crucial du service à la clientèle pour fidéliser les clients et améliorer leur compétitivité.

Attraction et établissement

- Mobiliser le réseau des plateformes régionales pour structurer la commercialisation des produits et attirer des entreprises.
- Mettre la commercialisation au cœur des priorités entrepreneuriales, en soutenant les stratégies de vente et l'acquisition de compétences en marketing.
- Renforcer l'accompagnement régional afin de guider les entreprises à travers toutes les étapes de la commercialisation, y compris les projets innovants ou atypiques.

Économie et entrepreneuriat

- Outiller les entrepreneurs pour mieux comprendre leurs dépenses et leur rentabilité afin d'améliorer leur gestion financière et leur efficacité.

3.4 Contenu détaillé des échanges

3.4.1 *Imaginez l'Outaouais bioalimentaire dans vingt ans.*

Certains éléments de discussion ont été intégrés à la section consacrée aux enjeux et priorités.

Accessibilité et disponibilité : Il ne suffit pas de produire des biens de qualité; encore faut-il que les consommateurs puissent les trouver facilement. Sans une distribution efficace, les efforts de production perdent de leur impact.

Visibilité et mise en valeur : Les produits de la région sont souvent méconnus du public. À l'exception de la Laiterie de l'Outaouais, dont l'origine est indiquée, il est difficile pour les consommateurs d'identifier les produits provenant de notre région. Une meilleure mise en avant de l'origine locale/régionale des marques renforcerait leur reconnaissance et encouragerait l'achat de produits régionaux.

Dans cette vision, *manger local sera perçu comme une pratique valorisante et cool*, renforçant l'attrait pour les produits régionaux.

Une identité visuelle régionale : Pour renforcer la visibilité des produits locaux, il serait judicieux de créer une identité visuelle unifiée, tout en permettant des déclinaisons spécifiques pour chaque territoire. Cette approche « parapluie » offrirait une cohérence globale, tout en valorisant les particularités régionales. Ainsi, les consommateurs pourraient plus facilement identifier l'origine des produits.

Unifier, sensibiliser et soutenir l'achat local : En ce qui concerne la vision, je pense qu'il serait pertinent de l'orienter davantage vers des éléments rassembleurs. De la même manière que nous cherchons à unifier l'identité régionale, il faudrait transmettre un message fort et mobilisateur : manger local, c'est toujours tendance, c'est une pratique qu'on veut encourager et perpétuer. Les producteurs ont besoin qu'on sensibilise les consommateurs, en particulier, dans la Vallée de la Gatineau, ceux qui ont un pouvoir d'achat suffisant pour choisir des produits locaux. Il ne s'agit pas seulement de promouvoir l'idée de manger local, mais aussi de considérer l'enjeu économique lié au pouvoir d'achat.

3.4.2 *Données ou éléments de connaissances supplémentaires à ajouter pour compléter le portrait-diagnostic sur la commercialisation*

Comprendre la demande pour optimiser la production et la commercialisation

Les producteurs manquent d'information sur la demande et les besoins spécifiques des marchés. Il est mentionné que sans ce portrait clair, les producteurs peinent à adapter leur offre et à répondre efficacement aux attentes des acheteurs. Cela sous-entend la nécessité d'une analyse ou d'une étude des besoins. Plusieurs enjeux identifiés dans la section suivante réfèrent à ce besoin de connaissance.

Documenter l'impact des initiatives de commercialisation

Ces dernières années, de nombreuses initiatives de commercialisation ont émergé, telles que les marchés de solidarité, les pôles bioalimentaires et les food hubs, souvent présentées comme des solutions révolutionnaires. Cependant, leur impact concret sur les entreprises demeure peu documenté. Beaucoup de ces projets, souvent portés par des OBNL, nécessitent des efforts significatifs, mais leurs retombées réelles semblent limitées ou mal évaluées.

L'absence de données claires sur les résultats de ces initiatives rend difficile une évaluation rigoureuse de leur efficacité. Sans documentation sur ce qui fonctionne réellement, les nouvelles plateformes ou modèles

semblent se succéder sans que l'on puisse tirer de véritables enseignements ou établir une formule gagnante.

Il serait pertinent d'investir dans une étude pour analyser les retombées concrètes de ces initiatives sur les entreprises. Identifier les modèles qui ont démontré leur efficacité permettrait de concentrer les efforts sur les approches qui fonctionnent, au lieu de multiplier les essais. Collaborer avec des chercheurs ou des étudiants travaillant sur le sujet pourrait offrir des perspectives intéressantes pour guider les futures actions.

3.4.3 Enjeux prioritaires pour les cinq prochaines années

Nous avons résumé les propos en regroupant les idées similaires.

Renforcer la visibilité des produits locaux et changer les habitudes d'achat

La visibilité des producteurs locaux demeure un défi majeur. De nombreux consommateurs ignorent les produits offerts par les producteurs de leur région, souvent faute d'information ou d'initiatives centralisées pour les regrouper. L'absence de points de vente pratiques et accessibles complique encore l'achat local, particulièrement dans les territoires éloignés ou pour des familles aux horaires chargés.

Changer les habitudes de consommation en faveur de l'achat local nécessite un travail de sensibilisation et de visibilité accrue. Bien que complexe, ce changement est essentiel afin de répondre aux besoins des producteurs locaux et encourager un engagement plus fort envers l'achat local.

Changer les habitudes de consommation passe par une meilleure accessibilité des produits locaux, tant dans les épiceries locales que dans les grandes chaînes comme Métro. Un site Internet centralisé, optimisé pour faciliter les recherches, pourrait accroître leur visibilité. Cela dit, comme seulement 5 % des consommateurs achètent en ligne, l'effort doit se concentrer sur une stratégie globale qui améliore l'accès aux produits locaux dans les points de vente physiques et en ligne.

Plusieurs solutions et initiatives sont proposées pour renforcer cette visibilité :

Augmenter la visibilité pour l'agrotourisme et les produits locaux

Dans le Pontiac et d'autres territoires, de nombreuses entreprises agro-touristiques et locales restent méconnues en raison d'un manque d'affichage et d'information. Les consommateurs ignorent souvent leur existence, même lorsqu'ils passent à proximité. De plus, l'absence de points de vente centraux pour regrouper ces produits complique leur accessibilité. Un travail important est nécessaire pour améliorer la visibilité et faciliter l'accès aux produits locaux à travers différentes initiatives.

Créer une identité régionale forte et une labellisation efficace

Renforcer la visibilité et la reconnaissance des produits locaux passe par une stratégie structurée qui combine labellisation et identité régionale commune.

- Disponibilité et accessibilité : Les produits locaux doivent être facilement accessibles, notamment dans les marchés publics et les chaînes de distribution, avec des initiatives comme un projet de marché public en cours.
- Identification régionale et unifiée : Une marque régionale globale, telle que *Croquez Outaouais*, accompagnée de déclinaisons spécifiques par MRC, permettrait de valoriser l'origine des produits tout en répondant au besoin des consommateurs de privilégier les produits locaux proches de leur territoire.
- Vision concertée et collaboration : Éviter la prolifération désorganisée de labels grâce à une approche coordonnée et collaborative entre les MRC, afin de maximiser l'impact collectif et d'assurer une structuration cohérente de la commercialisation.

- Masse critique de produits : Une quantité suffisante de produits disponibles est nécessaire pour garantir une visibilité forte et efficace auprès des consommateurs, notamment dans les rayons réfrigérés et sur les tablettes.

Une stratégie régionale unifiée, soutenue par une coopération entre les territoires ainsi que des ressources adaptées pour les entreprises, est essentielle pour optimiser la mise en marché des produits locaux de l'Outaouais.

Faciliter et dynamiser l'achat local par la centralisation et les lieux de rencontre

L'achat local souffre d'un manque d'accessibilité et de simplicité. Pour beaucoup de consommateurs, faire le tour de plusieurs petits producteurs est chronophage et peu pratique, surtout lorsqu'on compare cette expérience à la commodité des grandes surfaces comme Costco.

Une solution serait de regrouper l'offre locale dans des points de vente centralisés, tels qu'un Marché de l'Outaouais renforcé et mieux organisé. Ces espaces pourraient simplifier l'expérience d'achat tout en soutenant les producteurs locaux. Rendre l'achat local aussi pratique que les épiceries traditionnelles est essentiel pour répondre aux attentes des consommateurs tout en favorisant une consommation locale accrue.

Les marchés locaux peuvent jouer un rôle clé dans la dynamisation de l'achat local en devenant également des lieux de convivialité et de rencontre. Des exemples observés en Estrie montrent que des marchés hebdomadaires, transformés en espaces communautaires, attirent les consommateurs non seulement pour leurs achats, mais aussi pour l'expérience sociale qu'ils offrent. Ces lieux favorisent non seulement les échanges sociaux, mais renforcent aussi les liens entre les consommateurs et les producteurs, créant une expérience positive autour de l'achat local.

Intégrer les produits régionaux dans la restauration et les commerces

La promotion des produits locaux pourrait s'étendre au-delà des marchés de légumes pour inclure les restaurants, commerces et détaillants spécialisés. Il serait pertinent d'encourager les restaurants à adopter l'achat local et d'intégrer ces acteurs dans les campagnes de promotion régionales. Cependant, cela soulève des enjeux tels que la capacité des entreprises à fournir des produits en quantité suffisante et de manière constante.

Dans le cadre de la campagne *Croquez l'Outaouais*, des initiatives avaient été mises en place, notamment des visuels affichés dans les épiceries, les restaurants et les détaillants. Tourisme Outaouais avait également organisé des activités visant à promouvoir les produits locaux auprès des restaurants, mais certaines initiatives ont fonctionné de manière parallèle, sans toujours s'intégrer pleinement dans la campagne régionale, ce qui peut limiter son impact global.

Un élément clé de la campagne était la création d'outils de représentation commerciale, tels qu'un portfolio contenant des fiches détaillées pour chaque entreprise, précisant leurs produits, formats et prix. Cet outil visait à faciliter les relations commerciales avec les détaillants. Toutefois, l'un des principaux défis de ces campagnes reste leur pérennité, notamment le maintien du rythme des initiatives et la coordination entre les différents acteurs pour assurer une promotion efficace et durable des produits locaux. Des critères clairs et une approche structurée seront essentiels pour relever ces défis et maximiser l'impact de la promotion des produits locaux dans les secteurs de la restauration et du commerce.

Reconstruire la dynamique régionale pour l'achat local

Au cours des 12 dernières années, la principale avancée a été la concertation entre les partenaires régionaux. Cependant, malgré des initiatives passées comme *Croquez l'Outaouais*, les efforts pour promouvoir l'achat local se sont essouffés en raison de problèmes de coordination, de budgets insuffisants et d'un manque de continuité. La COVID, bien qu'elle ait offert une opportunité pour renforcer l'achat local, n'a pas permis de relancer cette dynamique.

Aujourd'hui, grâce à un soutien financier via l'Entente sectorielle, il est possible de redémarrer les campagnes. Cependant, la pérennité de ces initiatives dépendra de la capacité à mobiliser les partenaires et à assurer un financement continu. Malgré les défis, la région se distingue par une concertation forte et structurante, un atout essentiel pour reconstruire une stratégie durable et cohérente autour de l'achat local.

Structurer une plateforme régionale de commercialisation à Gatineau

Lors des démarches pour mettre en place un réseau de plateformes régionales, Gatineau a été identifiée comme un point clé pour structurer une plateforme axée sur la commercialisation plutôt que sur la production. Cette approche permettrait de regrouper l'offre locale et de la rendre plus accessible à la population, en particulier à un bassin de consommateurs ayant les moyens et l'intérêt pour l'achat local.

Une telle plateforme pourrait non seulement sensibiliser ces consommateurs à l'offre régionale, mais aussi générer des retombées positives pour les populations en insécurité alimentaire à travers une redistribution des bénéfices. Gatineau dispose d'un potentiel important grâce à son bassin de population aisée, éduquée et conscientisée aux enjeux locaux, mais ce potentiel demeure inexploité. Structurer une plateforme de commercialisation accessible pourrait devenir une locomotive pour le développement régional.

Comprendre la demande locale pour mieux y répondre

Un obstacle clé au développement du marché local est le manque de données sur les besoins des consommateurs. En Outaouais, le potentiel d'achat local est encore sous-exploité, et une meilleure compréhension des attentes des consommateurs pourrait permettre de développer des stratégies plus ciblées. À Gatineau, où le salaire médian est élevé, sensibiliser les consommateurs aux avantages de l'achat local pourrait avoir un impact significatif. Renforcer cette dynamique permettrait aux producteurs locaux de mieux ajuster leur offre tout en stimulant l'économie régionale.

Prendre en compte la réalité des entreprises

Dans le cadre de la campagne *Croquez l'Outaouais*, la question s'est posée de savoir si les entreprises souhaiteraient inclure le visuel de la campagne sur leurs produits. Cependant, plusieurs entreprises ont exprimé leur réticence, estimant qu'elles avaient déjà une surcharge d'informations sur leurs étiquettes (certifications, appellations, logos bio, etc.) et qu'ajouter des collants supplémentaires ne les intéressait pas. Ce constat souligne l'importance de prendre en compte la réalité des entreprises dans l'élaboration des campagnes, afin qu'elles ne deviennent pas un exercice imposé uniquement par les intervenants.

Un exemple pertinent vient de la campagne « Saveurs des Cantons », qui a opté pour une approche différente. Au lieu d'imposer un visuel directement sur les produits, le travail s'est fait en partenariat avec des épiceries et des restaurants pour créer des sections dédiées et bien identifiées. Cela a permis de soulager les producteurs de la charge liée à la gestion de la campagne, celle-ci étant assumée par l'organisation qui la pilotait. Ce modèle a également démontré l'importance de l'adhésion des partenaires officiels, comme les associations touristiques, qui reprenaient le visuel de la campagne dans leurs outils au lieu de créer des éléments distincts. Une telle approche favorise l'unification et une direction commune, où tous les acteurs travaillent dans le même sens pour maximiser l'impact de la campagne.

Surmonter les défis de la commercialisation

La commercialisation reste un défi pour de nombreuses entreprises locales, en raison d'un manque de compétences spécialisées et de structures adaptées. Les entreprises peinent souvent à comprendre les marges, les stratégies de distribution et les promotions, ce qui complique leur entrée sur des marchés plus compétitifs.

Un accompagnement renforcé est nécessaire pour aider les entreprises à surmonter ces obstacles, notamment par le biais de formations adaptées et de partenariats stratégiques.

Défis économiques et gestion des coûts dans la commercialisation

Le développement de nouveaux modèles d'affaires et de services mutualisés repose sur une compréhension fine des coûts de production. Sans cette information, les entrepreneurs peinent à évaluer la pertinence des initiatives comme l'entreposage partagé ou le transport organisé. Même avec ces données, les hésitations persistent, soulignant la complexité et les risques perçus liés à ces démarches.

Accéder aux marchés institutionnels : une opportunité complexe

Les marchés institutionnels, comme ceux gérés par le CISSSO, offrent des opportunités importantes pour les producteurs locaux, mais ils imposent des exigences élevées. Les entreprises doivent répondre à des critères stricts en termes de volume, de qualité et de présentation des produits pour accéder à ces marchés. La concurrence avec de grandes entreprises établies, comme Arctic Gardens, complique davantage l'entrée sur ces marchés. Cependant, des créneaux spécifiques peuvent être explorés. Cela nécessite néanmoins une réflexion approfondie sur la taille des portions, la présentation des produits et les stratégies adaptées pour se démarquer, ce qui reste un processus exigeant et complexe. Des collaborations stratégiques avec les institutions pourraient permettre de mieux intégrer les producteurs locaux dans ces circuits, tout en répondant aux besoins spécifiques des acheteurs institutionnels.

Défis et solutions pour la mutualisation et le développement économique

La mutualisation des ressources, notamment pour l'entreposage et la logistique, représente un défi clé pour les entreprises locales en raison des contraintes de coordination et des dépendances entre acteurs. L'utilisation d'outils technologiques, tels que des plateformes numériques, pourrait simplifier ces processus en permettant aux entreprises de partager plus facilement des espaces d'entreposage ou des moyens de transport.

Des initiatives comme Espace O pourraient aider à accompagner l'innovation régionale, et développer des outils adaptés et une structure centralisée pour faciliter la collaboration. Des exemples comme Arrivage à Montréal prouvent l'efficacité de solutions numériques pour améliorer les achats institutionnels locaux et durables, offrant un modèle inspirant pour l'Outaouais.

Commerce interprovincial : Opportunités et enjeux pour l'Outaouais

Le commerce transfrontalier entre le Québec et l'Ontario constitue une opportunité majeure pour l'Outaouais, compte tenu de sa proximité avec Ottawa et de l'importance du marché ontarien. Cependant, des barrières réglementaires fédérales et provinciales, notamment en matière de salubrité/hygiène alimentaire, freinent ces échanges, en particulier pour des produits comme la viande. Ces barrières nécessitent des certifications coûteuses qui constituent un obstacle pour plusieurs entreprises locales, mais qui sont indispensables pour accéder à de nouveaux marchés.

L'Outaouais est particulièrement concernée par cette problématique, étant entourée par l'Ontario et située à proximité de nombreux décideurs fédéraux. Le commerce interprovincial a un impact significatif sur les entreprises locales, non seulement en termes d'accès à un million de consommateurs ontariens à une heure de route, mais aussi parce que de nombreux services agricoles, comme l'équipement et l'approvisionnement, se trouvent en Ontario.

Cependant, il est crucial d'évaluer l'impact potentiel d'une ouverture accrue des marchés sur la concurrence avec les produits ontariens, afin de protéger les entreprises de la région.

Intégrer cette problématique dans le PDBO est essentiel pour en faire une priorité régionale et pour mobiliser les élus locaux et les préfets des MRC. Ces derniers ont un rôle clé à jouer pour porter la question auprès des instances provinciales et fédérales, en soulignant les enjeux spécifiques à la région et en favorisant une harmonisation des standards de sécurité alimentaire entre les provinces. Bien que la région n'ait pas de contrôle direct sur les règlements fédéraux ou provinciaux, elle peut agir comme un levier stratégique en mettant en lumière ces enjeux et en mobilisant ses acteurs pour des actions concertées.

Développement de l'acériculture en Outaouais : enjeux et opportunités

L'Outaouais dispose d'un potentiel acéricole important. Cependant, des obstacles comme l'accès limité à l'électricité et le système de quotas freinent le développement de cette activité. Bien que des quotas supplémentaires aient été attribués ces dernières années, leur distribution ciblée sur des entreprises existantes limite l'exploitation de nouvelles terres.

Une meilleure coordination entre le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) et la Fédération des producteurs acéricoles est nécessaire pour optimiser l'utilisation des terres et garantir un développement durable. Par ailleurs, un effort de représentation politique est crucial pour intégrer l'acériculture dans les plans de commercialisation régionaux et valoriser pleinement le potentiel acéricole de la région.

3.5 Intégrer les piliers stratégiques dans notre réflexion

3.5.1 Gouvernance et société

Initiatives solidaires pour l'accès aux produits locaux

Inspirée du concept des cafés suspendus, une plateforme de commercialisation à Gatineau pourrait inclure des options pour permettre aux consommateurs de financer l'achat de produits locaux pour des personnes vulnérables, comme un « chou solidaire ». Cela renforcerait l'accès aux aliments sains pour les ménages à faible revenu tout en soutenant les producteurs locaux.

Des initiatives passées, comme la distribution de paniers solidaires en partenariat avec des producteurs locaux et des banques alimentaires, montrent qu'il est possible de relier la production locale aux besoins sociaux. Bien que ces projets aient parfois manqué de moyens, ils offrent des bases solides pour développer de nouvelles initiatives.

Utilisation des plateformes numériques pour les surplus

Une plateforme régionale pourrait faciliter l'échange de produits locaux, comme les surplus ou les produits hors standard, à des prix réduits pour les banques alimentaires ou des organisations sociales. Cela pourrait inclure la recherche de bénévoles ou d'autres partenariats en temps réel, simplifiant les échanges entre producteurs et organismes.

Sensibilisation et éducation populaire

Il est crucial d'éduquer les consommateurs sur les choix responsables, comme privilégier les produits locaux pour réduire l'empreinte écologique. Cette éducation populaire pourrait être soutenue par des institutions qui, par ailleurs, devraient jouer un rôle actif dans le financement de projets favorisant l'accès à des aliments locaux pour les populations en difficulté.

3.5.2 Environnement et développement durable

Mutualisation et réduction des impacts environnementaux

La mutualisation des ressources (transport, distribution, logistique) peut maximiser l'efficacité, réduire les émissions de GES et améliorer l'impact environnemental de la commercialisation. Mieux documenter les liens entre l'achat local et l'environnement est essentiel, mais leur complexité nécessite des ressources importantes. À court terme, prioriser la mutualisation et les bonnes pratiques des producteurs est plus réaliste.

Pertes et gaspillage alimentaire

Les pertes dans la chaîne de production et le gaspillage alimentaire restent un enjeu majeur. Il est crucial de mieux évaluer la demande pour éviter une surproduction. Une attention particulière au langage est également importante : parler de « pertes » plutôt que de « gaspillage » permet de reconnaître les défis auxquels elles font face.

Vitalité communautaire et achat local

L'achat local renforce la vitalité des communautés en créant des liens sociaux et économiques. Bien que les impacts environnementaux soient difficiles à quantifier, les retombées sociales et communautaires de l'achat local restent un argument clé pour promouvoir cette pratique.

3.5.3 Formation et main-d'œuvre

Valoriser les compétences en marketing et commercialisation

Les entrepreneurs priorisent souvent la production au détriment de la commercialisation, ce qui limite leur capacité à développer des ventes. Une sensibilisation et des formations sur le marketing, la relation client et le service à la clientèle sont essentielles pour renforcer leur culture d'entreprise.

Les entrepreneurs doivent être formés sur les aspects liés à la commercialisation, notamment la planification des ventes, la compréhension des marchés et les réglementations spécifiques. Cela inclut des formations pour démystifier les questions comme les permis ou les exigences des marchés.

Importance de valoriser les employés

Le développement de la commercialisation nécessite de déléguer certaines tâches aux employés. Il est crucial de sensibiliser les entreprises à offrir de meilleures conditions de travail pour attirer et retenir une main-d'œuvre stable, ce qui réduit les coûts liés au roulement.

Mettre en avant les travailleurs, par exemple à travers des événements ou des initiatives valorisant leurs contributions, pourrait améliorer l'image des métiers en agroalimentaire et attirer davantage de candidats dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre.

Importance de valoriser les clients

Les entreprises qui mettent l'accent sur la commercialisation et la relation client plutôt que sur la seule production voient de meilleurs résultats, mais faire de la vente une priorité nécessite un changement de mentalité et des ressources adaptées.

Un bon service à la clientèle améliore l'expérience client, fidélise la clientèle et contribue à la notoriété des entreprises. La formation dans ce domaine peut renforcer la compétitivité des entreprises locales.

3.5.4 Attraction et établissement

Commercialisation comme levier régional

La spécialisation croissante des entreprises dans la commercialisation nécessite des infrastructures régionales adaptées pour soutenir la transformation et maximiser les retombées économiques locales. Développer un écosystème autour de la sous-traitance et de la transformation est essentiel pour attirer et accompagner ces entreprises.

Réseau de plateformes pour structurer la commercialisation

Un réseau de plateformes régionales bien structuré pourrait positionner l'Outaouais comme une terre d'accueil pour les entreprises, en mettant en avant ses atouts comme des terres abordables et des marchés

dynamiques. Cela faciliterait également les connexions entre producteurs, transformateurs et commerçants pour soutenir les circuits courts et renforcer la commercialisation locale.

Mettre la commercialisation au cœur des priorités entrepreneuriales

De nombreux entrepreneurs sous-estiment l'importance de la commercialisation dans leur plan d'affaires. Un soutien ciblé doit les aider à intégrer des stratégies de vente efficaces et à développer des compétences en marketing, afin de garantir la réussite de leurs projets.

Renforcer l'accompagnement régional dans la commercialisation

Beaucoup d'entrepreneurs ne savent pas où trouver les ressources pour commercialiser leurs produits. Une meilleure coordination entre les acteurs régionaux (MRC, organismes, institutions) est nécessaire pour guider les entreprises à travers les étapes de la commercialisation, de la conception du produit jusqu'à la vente.

Pour soutenir la commercialisation, une structure régionale d'accompagnement doit être mise en place avec un soutien clair pour les projets hors normes (ex. pisciculture, hébergement insolite). Une collaboration renforcée avec des partenaires tels qu'Investissement Québec et Développement Économique Canada est indispensable pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises.

3.5.5 Économie et entrepreneuriat

Outiller les entrepreneurs pour une meilleure gestion financière

Outiller les entrepreneurs pour mieux comprendre leurs dépenses et leur rentabilité est essentiel pour renforcer leur gestion et leur efficacité.